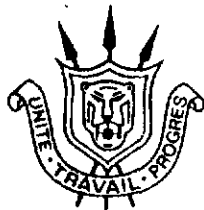


DN 2530

REPUBLIQUE DU BURUNDI

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT



MINISTERE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION

Projet BDI/95/003 : Stratégie
de Développement Humain
Durable

CONTRIBUTION THEMATIQUE AU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU BURUNDI

THEME : EVOLUTION DE QUELQUES ELEMENTS CHOISIS DU DHD

REPUBLIQUE DU BURUNDI

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT**



**MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION**

**Projet BDI/95/003 : Stratégie
de Développement Humain
Durable**

CONTRIBUTION THEMATIQUE AU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU BURUNDI

THEME : EVOLUTION DE QUELQUES ELEMENTS CHOISIS DU DHD

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction générale	5
Partie I : Situation générale dans les domaines fondamentaux du développement humain ...	6
1. Les performances de l'économie burundaise	7
2. La situation en matière d'éducation	9
2.1. Les objectifs généraux poursuivis par l'enseignement primaire	9
2.2. Les moyens mis en oeuvre	10
2.2.1. Les moyens humains et matériels.....	10
2.2.2. Les dépenses publiques d'éducation.....	13
2.3. Les résultats obtenus en rapport avec le DHD	13
3. La situation au niveau de la santé	23
3.1. Analyse de l'offre de services de santé	24
3.2. Dépenses publiques de santé	26
3.3. Etat sanitaire de la population	27
4. Les dépenses publiques allouées au DHD au Burundi	28
4.1. le taux de dépenses publiques	29
4.2. Le taux de dépenses sociales	29
4.3. Le taux de priorités sociales	29
4.4. Le taux des dépenses de développement humain	30
Partie II: Evolution des indicateurs du développement humain	32
1. Principaux concepts et indicateurs du développement humain	33
1.1. Evolution du concept de DH vers le concept de DHD	33
1.2. Le concept de DHD	35
1.3. Les indicateurs utilisés pour mesurer le développement humain	37
2. Les indicateurs du DH au Burundi et leur évolution	39
2.1. L'IDH au niveau national	39
2.2. L'indicateur sexo-spécifique du développement humain	45
2.2.1. Espérance de vie à la naissance	46
2.2.2. Le niveau d'éducation	47
2.2.3. Part du revenu du travail	50
2.2.4. L'ISDH	
2.3. L'indicateur de disparités régionales du DH	52
Conclusions et recommandations	55
Documents consultés	57
Annexes	58

Liste des Tableaux

Tableau 1: Evolution du PIB de 1986 à 1996 (en milliards de Fbu -prix constant de 1980)

Tableau 2: Nombre d'enseignants et de classes par province

Tableau 3 : Qualification des enseignants par province (année 1992-1993)

Tableau 4 :Taux de scolarisation du primaire au supérieur

Tableau 5 :Evolution des effectifs de l'enseignement primaire public et privé de 1965 à1997

Tableau 6 : Evolution du nombre de filles dans le secondaire général de 1988 -1989 à 1992 - 1993

Tableau 7 : Nombre de filles(%) dans les différentes filières au cours de l'année scolaire 1992-1993

Tableau 8 : Comparaison des effectifs par sexe dans l'enseignement secondaire en 1994-1995

Tableau 9: Effectif et pourcentage des élèves de sexe féminin par niveau et système d'enseignement technique

Tableau 10: Nombre d'écoles et de classes en 1993

Tableau 11: Nombre d'écoles et de classes en 1996

Tableau 12: Evolution des infrastructures sanitaires

Tableau 13: Evolution des infrastructures et personnels par rapport aux indicateurs de l'OMS de 1962 à 1995

Tableau 14: Répartition des médecins et des paramédicaux à Bujumbura et dans le reste du pays

Tableau 15: Evolution des dépenses publiques de santé (1990-1996) en million de Fbu

Tableau 16: Evolution de cas de certaines maladies

Tableau 17: Evaluation de la couverture vaccinale de 1990 à 1996 (en %)

Tableau 18 : Quelques indicateurs de la santé maternelle et infantile

Tableau 19 : Surveillance prénatale et accouchement

Tableau 20 : Taux des dépenses sociales du Burundi comparé à d'autres pays africains

Tableau 21: IDH du Burundi et ses composantes (1990-1996)

Tableau 22 : L'IDH du Burundi comparé à celui de certains pays africains (1993)

Tableau 23 : Comparaison du Burundi avec certains pays africains en matière d'espérance de vie à la naissance

Tableau 24 : Comparaison du Burundi avec certains pays subsahariens en matière d'alphabétisation des adultes 1993

Tableau 25 : Indicateur du niveau d'éducation du Burundi comparé à certains pays africains subsahariens .

Tableau 26 : Le PIB et l'indicateur du PIB du Burundi comparé à ceux de certains pays africains

Tableau 27 : Eléments d'IDH

Tableau 28 : Comparaison du taux d'alphabétisation des adultes (hommes et femmes) du Burundi avec quelques pays africains 1993

Tableau 29 : Population active masculine et féminine (1000)

Tableau 30 : Comparaison du Burundi avec certains pays africains subsahariens (1996)

Tableau 31 : L'IDH et ses composantes par province en 1993

Tableau 32 : L'IDH et ses composantes par province en 1996

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du PIB par secteur

Graphique 2: Taux de scolarisation au primaire en 1993 et en 1996

Graphique 3: Evolution de l'indicateur de l'IDH

Graphique 4: Evolution comparée de l'espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes

Graphique 5: Evolution comparée de l'indicateur du niveau d'éducation par sexe

Graphique 6: Niveau et évolution de l'ISDH

Liste des annexes

Annexe 1: Répartition du PIB par secteur

Annexe 2: Dépenses sociales de l'Etat

Annexe 3: Calcul de l'IDH pour le Burundi

Annexe 4: Calcul de l'ISDH pour le Burundi

Annexe 5: Calcul de l'IDH par province en 1993

Annexe 6: Calcul de l'IDH par province en 1996

Liste des abréviations

- Fbu/BIF : Franc burundais
- DH : Développement Humain
- DHD : Développement Humain Durable
- IDH : Indicateur du Développement humain
- ISDH : Indicateur sexospécifique du développement humain
- ONG : Organisation non gouvernementale
- PNUD : programme des nations Unies pour le Développement
- Mrd : Milliards
- DG : Direction générale

INTRODUCTION GENERALE :

Le concept de développement humain est relativement récent. Son apparition date du rapport mondial sur le Développement Humain 1990. En 1994, le PNUD a initié le concept de Développement Humain Durable (DHD). Pendant longtemps, le PNB a été le seul indicateur utilisé pour mesurer le développement humain. Mais l'on sait rendu compte que le développement va au-delà des richesses matérielles sous forme de revenu.

Le Développement Humain est un processus qui élargit l'éventail des possibilités offertes aux individus : vivre longtemps et en bonne santé, être instruit et disposer de ressources personnelles, un niveau de vie convenable, disposer de liberté politique, jouir des exigences fondamentales. En principe, ces possibilités peuvent être illimitées et évoluer dans le temps.

Néanmoins, quel que soit le niveau de développement, les trois principales priorités du point de vue des hommes sont : mener une vie longue et saine, acquérir des connaissances par l'éducation et avoir accès aux ressources nécessaires pour disposer d'un niveau de vie décent.

Le développement humain est mesuré par un indicateur composite : l'Indicateur du Développement Humain (IDH) qui comprend :

- l'espérance de vie à la naissance,
- le niveau d'éducation,
- le pouvoir d'achat (PIB réel en parité de pouvoir d'achat).

L'IDH peut être décomposé en fonction de zones géographiques, des groupes de population, des niveaux de revenus et des sexes.

Le présent rapport se propose, après avoir brossé le tableau des domaines fondamentaux du développement humain (l'économie, l'éducation et la santé), de montrer le niveau et l'évolution de quelques indicateurs choisis (en fonction des informations disponibles) à savoir : l'IDH, l'Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) et l'indicateur de disparité régionale (IDH par région).

**PARTIE I : SITUATION GENERALE DANS LES DOMAINES
FONDAMENTAUX DU DEVELOPPEMENT HUMAIN.**

1. Les performances de l'économie burundaise

Les performances de l'économie burundaise seront appréciées à travers l'évolution du PIB.

Le PIB démontre que les performances économiques du Burundi sont bonnes de 1986 à 1992. Le PIB réel au prix du marché accuse des taux de croissance qui varient dans une fourchette de 2 à 6% de 1986 à 1992. De 1992 à 1996 le PIB baisse de plus de 20% comme le tableau ci-après le montre.

Tableau 1.: Evolution du PIB de 1986 à 1996 (en milliards de Fbu- Prix constants de 1980)

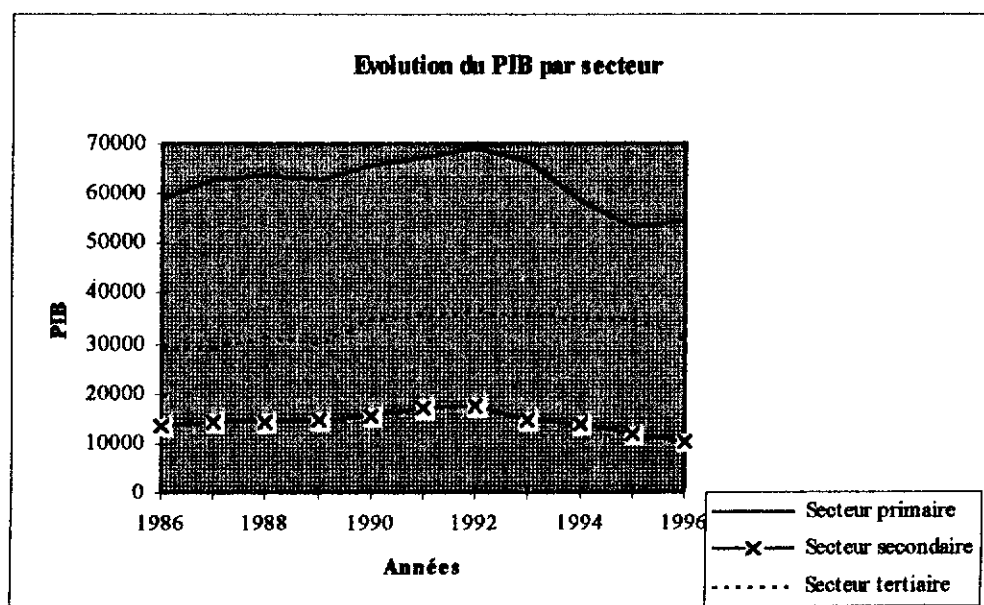
Rubrique/Année	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB au coûts des facteurs	101,1	106,6	109,7	107,7	116,6	120,3	123,4	116,8	107,9	100,4	95,96
PIB au prix du marché	109,5	116,3	123,1	123,5	128,0	134,4	136,5	127,6	123,7	115,0	105,1

Source: MPDR, Economie Burundaise 1992-93

Document de travail sur des consultations du Gouvernement du Burundi avec le FMI, Juin 1997.

L'évolution du PIB réel s'explique par celle du PIB par secteur comme on peut s'en rendre compte sur le graphique ci-après.

Graphique 1 : Evolution du PIB par secteur



De 1986 à 1992, tous les secteurs de l'économie évoluent favorablement. Mais dès 1993, on observe un renversement des tendances particulièrement dans les secteurs agricoles et industrielles¹.

DE 1986 à 1992 le PIB réel du secteur varie de 58862,8 millions de Fbu à 69181,1 millions de Fbu et atteint 54385,9 millions de Fbu en 1996. La chute brutale du secteur primaire et singulièrement de la production vivrière s'explique par le déplacement massif de la population suite à la crise qui limitait l'accès aux champs. Or le secteur primaire composé principalement par l'agriculture occupe une place très importante dans l'économie burundaise puisque sa part dans le PIB varie dans une fourchette de 53 % à 68 % de 1986 à 1996. Sa part atteint les niveaux les plus bas durant la crise du fait des effets cumulés des difficultés d'accès aux champs et des perturbations dans la distribution des intrants agricoles.

Le secteur industriel a également connu une baisse sensible de la production d'abord à cause des coupures de courant, des perturbations dans l'approvisionnement en matières premières locales car certaines régions du pays n'étaient pas accessibles et ensuite, par l'embargo qui a empêché l'approvisionnement normale en matières premières importées. Le PIB réel du secteur est passé de 13427,7 millions en 1986 à 17680,6 en 1992 et baisse ensuite jusqu'à 10515,4 millions de Fbu en 1996. La part du secteur secondaire dans le PIB est faible car elle se situe entre 10 % et 17% sur la période 1986-1996.

Le secteur tertiaire, dominé par l'Administration publique, n'a pas connu de grandes variations. Son PIB est de 28853,1 millions de Fbu en 1986 et de 36543,3 millions de Fbu en 1992 et 31059,7 millions de Fbu en 1996. L'Administration publique a continué à fonctionner durant la crise. Le commerce, les transports et les autres services privés ont enregistré une faible baisse.

Le PIB par habitant, outre le fait qu'il est structurellement bas, a suivi les tendances que le revenu national car après une croissance continue de 1986 à 1992, il baisse dès 1993 pour atteindre son niveau le plus bas en 1993 (25.898 Fbu). La baisse enregistrée de 1993 à 1996 atteint 30%.

Cette baisse du revenu par habitant a un impact négatif sur les autres domaines du DHD comme l'éducation et la santé. Un revenu faible ne permet pas de se nourrir convenablement. "Une hausse du revenu des ménages est associée à une amélioration des indicateurs de la santé tels que le rapport taille - âge, les taux de survie et l'espérance de vie à la naissance, ainsi que la diminution des maladies chez les enfants"².

Une baisse des revenus produits des effets inverses sur la santé. Elle nuit à la scolarisation des enfants car l'on ne peut pas payer les fournitures scolaires et les autres frais.

¹ Voir annexe 1 pour plus de détails

² PNUD: Rapport sur le Développement Humain 1996 page 77.

2. La situation en matière d'éducation

Ce rapport analyse successivement les objectifs généraux poursuivis par le système éducatif burundais particulièrement au primaire³, les moyens mis en oeuvre et les résultats obtenus en rapport avec le DHD

2.1. Les objectifs généraux poursuivis par l'enseignement primaire

En 1973, le Burundi a entrepris de réformer son système éducatif dans le but de donner à sa jeunesse une formation générale et professionnelle plus adaptée aux besoins de son économie et son identité culturelle. C'est ainsi que la réforme de l'enseignement primaire a été organisée autour des trois piliers fondamentaux⁴ qui sont: la Ruralisation, la Kirundisation et l'Ecole Communautaire⁵).

La Ruralisation : Il s'agissait, en plus de l'enseignement classique, de faire acquérir à l'enfant des connaissances théoriques et pratiques afin qu'il soit capable de s'intégrer pleinement dans son milieu de vie et de devenir un agent actif du développement, surtout que le gros des effectifs des lauréats du primaire intègrent la vie rurale. Dans ses aspects pratiques, la ruralisation impliquait l'apprentissage de pratiques agricoles, la mise sur pied de coopératives scolaires, etc.

La kirundisation : Le souci du réformateur consistait à fournir à l'élève un outil de communication bien maîtrisé servant de trait d'union entre l'Ecole et la Communauté, mais aussi de revaloriser la langue nationale et la culture qu'elle véhicule.

L'école communautaire :

Il s'agissait d'une autre manière de concevoir l'Ecole. Le but consistait à faire participer tous les partenaires de la communauté environnante à la gestion de l'Ecole et à l'acquisition des connaissances par les enfants.

³ L'enseignement non formel ne sera pas analysé faute de données.

⁴ Ces piliers sont encore officiellement en vigueur, même si au niveau de la pratique, il y a eu des contraintes citées plus loin, qui ont provoqué des déviations.

⁵ M.E.N., D.G.E.P. : « Le BER : ses objectifs et réalisation », Bujumbura, 1981.

L'analyse de la politique du Burundi en matière d'enseignement de base permet de constater que le pays s'est rallié aux objectifs universels en la matière. Le Ministère ayant l'enseignement primaire dans ses attributions a les missions et les objectifs suivants (⁶):

- épanouir l'écopier par des connaissances fondamentales susceptibles de l'aider à participer à l'effort collectif pour l'épanouissement de ses potentialités, l'amélioration des conditions de vie et pour le développement économique de la nation;
- assurer l'acquisition d'une éducation de base solide préparant à une formation post-primaire capable de fournir au pays des cadres moyens et des ouvriers qualifiés répondant aux besoins de développement du pays;
- assurer aux jeunes scolarisés une formation civique, morale et intellectuelle propre à favoriser une conscience aigüe des réalités nationales et à les amener à oeuvrer pour le développement socio-économique du pays et pour la promotion de la culture nationale;
- assurer la scolarisation universelle et l'éducation de base pour tous sans aucune discrimination;
- assurer une évaluation régulière de l'action de formation et d'éducation pour permettre une prise de décisions adéquates au bon moment dans l'intérêt du développement du système;
- édifier l'école communautaire.

Pour atteindre ces différents objectifs, l'Etat a mis en oeuvre un certain nombre de moyens tant humains, matériels et financiers qui restent cependant insuffisants.

2.2. Les moyens mis en oeuvre

2.2.1. Les moyens humains et matériels

Les moyens humains et matériels mis à la disposition de l'éducation de base ne sont pas considérables comme le tableau ci-après le montre.

⁶ MEEBAA : « Politique sectorielle », Bujumbura, Juin 1995, page 5.

Tableau 2. : Nombre d'enseignants et de classes par Province

Provinces	1992-1993			1994-1995			1995-1996		
	Classe	Enseign.	Rap. Ens/Cl	Classe	Enseign.	Rap. Ens/Cl	Classe	Enseign.	Rap. Ens/Cl
Bubanza	309	374	1,2	327	382	1,1	55	142	2,58
Bujumbura	418	801	1,8	448	1100	2,4	406	1198	2,95
Bujumbura	554	597	1,1	591	687	1,2	536	742	1,38
Bururi	1108	1234	1,1	1268	1405	1,1	833	1140	1,37
Cankuzo	318	325	1,0	254	251	0,9	209	234	1,12
Cibitoke	430	476	1,1	465	535	1,1	383	227	1,24
Citenga	967	1090	1,1	915	1161	1,2	924	1284	1,39
Karuzi	415	434	1,0	408	366	0,9	152	184	1,21
Kayanza	909	651	0,7	678	597	0,8	486	573	1,18
Kimundo	539	555	1,0	335	304	0,9	272	331	1,22
Makamba	450	480	1,1	501	582	1,2	423	548	1,3
Muramvya	856	925	1,1	916	1064	1,2	647	1022	1,58
Muyinga	601	609	1,0	514	391	0,7	328	426	1,3
Ngozi	707	754	1,1	599	678	1,1	549	707	1,29
Rutana	345	371	1,1	340	406	1,2	213	250	1,17
Ruyigi	490	489	1,0	394	325	0,8	221	244	1,1
Ensemble du pays	9211	10165	1,1	8971	10135	1,1	6437	9252	1,44

Source : - Annuaire statistique de l'éducation, 1992-1993.

- Données inédites de la D.G. Ens. Primaire pour 1994-1995.

- UNICEF / op cit. pour 1995-96.

Du tableau ci-dessus on peut faire le constat que le nombre de classes est peu élevé si l'on considère la population scolaire au Burundi qui était de 897.985 en 1993.⁷

Le nombre d'enseignants est aussi faible. Dans certaines écoles, un enseignant s'occupe de plus d'une classe comme c'est le cas pour Kayanza en 1992-1993 et en 1994-1995, Karuzi, en 1994-1995.

Ce tableau montre aussi les effets néfastes de la crise sur le niveau d'encadrement dans les écoles primaires. En effet, par rapport à l'année scolaire 1991-1992, il y avait en 1992-93, 317 classes supplémentaires alors qu'on enregistre un déficit de 240 classes en 1994-95 par rapport à 1992-93 (⁸).

Ce déficit atteint 2774 classes en 1996 et 1926 en 1997 ; toujours par rapport à 1993. On remarque une légère amélioration en 1996-97 par rapport à 1995-96.

Par ailleurs, le déficit en enseignants s'est aggravé dans certaines provinces: par rapport au nombre de classes, on constate en 1994-95, un déficit de 142 enseignants à Karuzi, 123 à Muyinga, 79 à Kayanza et 69 à Ruyigi.

Pour l'année 1995-1996, les provinces qui ont connu une baisse sensible du nombre d'enseignants par rapport à 1994-1995 sont: Bubanza (- 240), Cibitoke (-308), Karuzi (- 82), Ruyigi (- 104). C'est l'insécurité qui explique cette baisse du nombre d'enseignants

⁷ Source: Bureau de planification de l'Éducation: Annuaire statistique 1992-1993.

⁸ Il s'agit de classes détruites ou de classes abandonnées faute d'enseignants.

On observe également une forte augmentation du nombre d'enseignants en Mairie de Bujumbura. Par rapport à l'année 1992-93, celle de 1994-95 a vu le nombre de classes augmenter de 10 unités et le nombre d'enseignants accroître de 2991. La capitale a constitué, pour ces enseignants, un refuge à cause de l'insécurité régnant dans plusieurs provinces de l'intérieur du pays. On note d'ailleurs la même tendance dans les grands centres de l'intérieur du pays. Ce mouvement a continué en 1995-96 et en 1996-97.

Les ressources humaines mises à la disposition du système éducatif burundais sont non seulement faibles en quantité mais aussi en qualité.

Tableau 3. : Qualification des enseignants par province (année 1992-1993).

Provinces	D7	D6	D4	A2	Non qualifiés effectifs en %	Total
1. Bubanza	21	150	157	-	46 (12,3%)	374
2. Cibitoke	7	176	179	-	114 (23,9%)	476
3. Buja Mairie	38	173	521	-	69 (8,6%)	801
4. Buja Rural	30	272	111	1	183 (30,6%)	597
5. Bururi	77	578	409	3	167 (13,5%)	1234
6. Makamba	25	256	138	2	58 (12,1%)	480
7. Rutana	12	185	117	1	56 (15,09%)	371
8. Muramvya	63	355	253	1	253 (27,3%)	925
9. Citega	53	467	445	3	122 (11,2%)	1090
10. Karuzi	13	188	166	-	67 (15,4%)	434
11. Ngozi	32	328	283	-	111 (14,7%)	754
12. Kayanza	36	268	252	1	94 (14,4%)	651
13. Kirundo	31	213	218	2	91 (16,4%)	555
14. Muyinga	46	296	192	1	74 (12,15%)	609
15. Ruyigi	34	202	146	4	103 (21,06%)	489
16. Cankuzo	14	122	132	-	57 (17,5%)	325
Burundi	532	4175	3897	19	1542 (15,17%)	10165

Source : - Bureau de la Planification de l'Éducation : Annuaire statistique 1992-93.

Dans le tableau ci-dessus, les abréviations signifient :

D7 : Diplôme d'Instituteur (École Normale de 7 ou 8 ans post-primaire).

D6 : Diplôme d'Instituteur (Lycée Pédagogique de 2 ans post collège)

D4 : Diplôme d'Instituteur (École moyenne pédagogique de 1 an post collège).

A2 : Diplôme de technicien (3 ou 4 ans après le collège).

Pour remplacer le personnel disparu durant la crise, le MEBAA a dû recruter un grand nombre d'enseignants non qualifiés dans toutes les provinces ; et cela aura des répercussions sur la qualité de l'enseignement.

Outre les moyens humains et matériels, l'Etat met à la disposition des ministères de l'Education (MEBA et MESSRS) des moyens financiers pour leur fonctionnement.

2.2.2. Les dépenses publiques d'éducation⁹

Par rapport aux ressources totales du secteur de l'éducation, sur la période 1994-1996, les dépenses publiques en faveur de l'enseignement sont de 41,6 % pour l'enseignement de base et 34,5 % pour l'enseignement secondaire.

La contribution de l'Etat au financement du secteur de l'Education est prépondérante aussi bien pour le primaire (73,5 %) que pour le secondaire (71,4 %).

Le financement extérieur est de 23,5 % pour l'enseignement de base et 18,7 % pour l'enseignement secondaire.

Les engagements sur la période 1994-1996 représentent 9 % et 6 % des dépenses courantes totales respectivement pour l'enseignement primaire et pour l'enseignement secondaire.

La part du budget extraordinaire et d'investissement consacrée à l'enseignement de base sur la période 1994-1996 représente 1 % pour l'enseignement de base et 2,5 % pour l'enseignement secondaire.

La qualité et l'efficacité des dépenses publiques d'éducation laissent à désirer. En effet, au niveau de l'enseignement de base, on observe une très forte prépondérance des dépenses salariales qui représentent 95 % des dépenses de fonctionnement. Les 5 % restants sont dépensés pour l'acquisition du matériel de bureau.

Pour l'enseignement secondaire, les dépenses salariales représentent 65% des dépenses de fonctionnement alors que les 35% restants sont utilisés principalement pour entretenir les élèves internes. Sur les 3 milliards dépensés annuellement en faveur de l'enseignement supérieur, 41% représentent des salaires.

L'Etat s'est presque désengagé de l'investissement dans ce secteur pour céder la place aux bailleurs de fonds extérieurs.

Comme ces derniers se sont presque tous retirés depuis la crise, les intentions stratégiques de l'Etat en matière d'éducation risquent d'être lettre morte et le développement humain fortement compromis au Burundi.

2.3. Les résultats obtenus en rapport avec le DIID

Les résultats obtenus par le système éducatif burundais seront appréciés à travers le degré d'atteinte des objectifs signalés plus haut particulièrement en ce qui concerne le taux de scolarisation et la qualité de l'enseignement, les disparités entre les sexes et les disparités régionales.

⁹ Source : Banque Mondiale: Burundi: Revue des dépenses publiques 1997 (Aide-Mémoire de la Mission Economique de la Banque Mondiale du 24 juin au 06 juillet 1997).

2.3.1. Le taux de scolarisation et la qualité de l'enseignement

Le taux net et brut de scolarisation au primaire est encore très bas. La double vacation a certes amélioré le taux brut de scolarisation qui est passé de 33% de 1981-1982 à 67% en 1991-1992; mais son niveau est encore faible si on le compare à l'objectif de scolarisation universelle de l'an 2.000 fixé avant la crise.

Tableau 4 : Taux de scolarisation du primaire au supérieur

Taux de scolarisation	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Primaire							
. Net	52,88	51,88	50,90	50,16	33,37	34,28	35,48
. Brut	68,20	69,50	67,32	67,27	44,72	42,85	45,30
Secondaire							
. Net	2,33	2,75	3,43	3,51	3,54	3,58	3,85
. Brut	5,14	5,39	5,53	5,94	5,30	5,73	6,20
Supérieur							
. Brut	0,90	0,97	0,99	1,07	1,01	1,12	1,05

Source: Base de données DIID

Malgré l'impact négatif de la crise socio-politique sur le réseau et le système de l'enseignement primaire, les lignes directrices en matière d'enseignement de base restent les suivantes: promouvoir l'égalité des chances dans l'accès à la scolarisation et qualifier la population pour une meilleure participation aux programmes de développement¹⁰.

Les résultats attendus des différentes politiques de l'enseignement de base n'ont pas été atteint. Les raisons principales sont données ci-après:

Pour la généralisation de l'enseignement de base :

La généralisation de l'enseignement de base s'est concrétisée par la double vacation introduite en 1991-1992. Son objectif était d'augmenter le taux de scolarisation sans accroître les dépenses. Les contraintes auxquelles la double vacation des maîtres et des classes a été confrontée peuvent être résumées comme suit:

¹⁰ Ministère de l'Éducation, de l'éducation de base, et de l'alphabétisation des adultes: Politique sectorielle, Éducation pour Tous, Juin 1995.

la réduction de l'horaire hebdomadaire avec son corollaire la réduction des programmes ainsi que le manque de temps pour la préparation des leçons et la correction des devoirs¹¹. Ces effets conjugués ont provoqué une détérioration relative de la qualité de l'enseignement. Par ailleurs, le rythme des constructions et de la formation des enseignants n'a pas emboîté le pas de l'accroissement des effectifs scolarisables. La vétusté des bâtiments et la pénurie des équipements scolaires ne favorisent pas le travail des enseignants et l'épanouissement des élèves.

Pour l'amélioration qualitative de l'enseignement primaire :

Afin d'atteindre cet objectif, plusieurs actions devaient être menées dont: l'évaluation des programmes, la formation initiale, la formation continue, la fourniture des manuels scolaires et des matériels didactiques, la réforme des programmes et des méthodes.

Toutes ces actions n'ont pas pu être menées par manque de ressources tant financières que humaines.

Pour la kirundisation :

Au niveau de l'application, la kirundisation a été lancée alors qu'aucune recherche lexicologique n'avait été entreprise auparavant. Par ailleurs, le concours national continue à se faire en français, ce qui constitue un handicap énorme pour les enfants ayant suivi leur scolarisation primaire en kirundi.

Pour la ruralisation

Deux raisons principales expliquent l'échec de la ruralisation:

- la double vacation qui réduit sensiblement la charge horaire des travaux pratiques agricoles et d'économie familiale, une bonne partie des enseignants n'ont pas été formés dans cette perspective;
- les écoles trouvent difficilement les ingrédients et les intrants non alimentaires nécessaires pour la réalisation des travaux d'économie familiale;

Pour l'édification de l'école communautaire

L'idée de l'école communautaire comprise comme une cellule d'apprentissage conçue, créée et gérée par la communauté, semble avoir été remise en cause par la crise car un bon nombre d'infrastructures a été détruite par les bénéficiaires

Malgré le recul imposé par la crise d'octobre 1993, l'objectif de scolarisation universelle doit rester une priorité qui doit être satisfaite sans préjudice à la qualité de l'enseignement.

¹¹ Ministère de l'Éducation, de l'éducation de base, et de l'alphabétisation des adultes: Politique sectorielle, Education pour Tous, Juin 1995.

Les taux de scolarisation brut et net baissent sensiblement lorsqu'on passe du primaire au secondaire et du secondaire au supérieur

Il y a un goulet d'étranglement qui se produit au passage des deux niveaux précités à cause du concours national organisé après la sixième primaire, des déperditions qui se font au secondaire et de l'homologation des diplômes du secondaire.

2.3.2. Les disparités au niveau du sexe

Le DIDD prône l'égalité des chances en matière d'éducation pour toutes les sexes tant au niveau primaire, secondaire et supérieur. Mais des disparités à tous les niveaux d'enseignement existent toujours au Burundi.

2.3.2.1. Disparités au niveau de l'enseignement primaire.

Les disparités entre garçons et filles dans l'enseignement primaire sont mises en évidence dans le tableau suivant:

Tableau .5. : Evolution des effectifs de l'enseignement primaire public et privé de 1965 à 1997

Année scolaire	M	F	M+F	Indice d'évolution (Base:100)	% Filles
1964-65	98784	40948	139732	100	29
1969-70	124841	57603	182444	130	32
1974-75	80649	48869	129518	93	38
1979-80	96909	62820	159729	114	39
1984-85	202506	140521	343027	245	41
1989-90	330693	265991	596684	427	45
1994-95	307005	235082	529634	379	44
1995-96	231241	195294	426535	305	46
1996-97	242295	201898	444193	318	45

Source: - Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation des adultes: Direction générale de l'Enseignement de base : " Rapport annuel, 1992
 - Bureau de planification de l'éducation
 - UNICEF: De la production rapide et régulière des principales statistiques de l'enseignement primaire au Burundi. Contribution du Bureau de l'UNICEF au Burundi, Juin 1977, page 18.

L'analyse de ce tableau permet de tirer les conclusions suivantes :

- De façon générale, les effectifs du primaire augmentent rapidement surtout à partir des années 1980 tous sexes confondus.

- La chute enregistrée en 1994-95 qui se poursuit en 1995-1996 est liée à la crise. L'amélioration de l'état sécuritaire dans le pays s'accompagne d'un léger renversement de tendance qui s'amorce dès 1996-1997.
- La proportion des filles accuse une tendance à la hausse; ce qui diminue la disparité entre les filles et les garçons.

En 1970-1971, le nombre de filles inscrites au primaire représentaient 32% de l'effectif total.

En 1982-1983, au début du système de double vacation, cette proportion est montée à 39%.

En 1990, l'écart entre les filles et les garçons s'est beaucoup réduit : 45% de filles contre 55% de garçons.

Les prochaines années, il n'est pas exclu que la proportion des filles dépasse nettement celle des garçons.

2.3.2.2. L'enseignement secondaire général et technique.

1) La fréquentation de l'enseignement secondaire par les filles.

Le pourcentage des filles qui fréquentent l'enseignement secondaire varie entre 34% et 38% sur la période considérée.

Tableau 6. : Evolution du nombre des filles dans le secondaire général de 1988-1989 à 1992-1993.

Années scolaire	% des filles
1988-1989	34 %
1989-1990	35 %
1990-1991	35,5 %
1991-1992	37 %
1992-1993	38 %

Source : Annuaire statistiques scolaires des années 1988-89 à 1992-93.

En comparant avec d'autres niveaux d'enseignement, le nombre de filles, au cours de l'année scolaire 1992-1993 était de 45% du total au primaire, 38% au secondaire et de 26% à l'Université. Ces pourcentages cachent néanmoins de fortes disparités quand on considère le type de filière fréquenté.

Tableau 7 : Nombre de filles (en %) dans les différentes filières au cours de l'année scolaire 1992-1993.

Ens. Général Scientifique A-B	Ens. Général Lettres Modernes	Lycées pédagog. 1er et 2ème cycle	Ens. Technique Cycles longs
24 %	35 %	49 %	35 %

Source : Pourcentages calculés à partir des données de l'Annuaire statistique 1992-93.

Les filles choisissent plus les lycées pédagogiques, les lettres modernes que les sections scientifiques. Notez que l'enseignement technique dont il est question ici est celui qui se rapportent aux techniques de gestion (secrétariat, comptabilité...).

Tableau 8 : Comparaison des effectifs par sexe dans l'enseignement secondaire en 1994-1995.

TYPES D'ECOLLES	ELEVES		ENSEIGNANTS	
	M (%)	F (%)	M (%)	F (%)
Secondaire Public	64	36	78	22
Secondaire Communal	59	41	84	16
Secondaire Pédagogique	56	44	75	25
Secondaire Technique	75	25	95	5
Secondaire Privé	44	56	87	13
TOTAL SECONDAIRE	60,2	40	84	16
UNIVERSITE	73	27	89	11
PRIMAIRE	57	43	49	51

Source : Bureau de la Planification : « Situation des statistiques scolaires », 1994-1995, Doc. Mult.

La forte déperdition au niveau des filles se remarque déjà au niveau de l'accès au secondaire : En 1993-94, on enregistrait 56% de garçons et 44% de filles participants au concours national. On retrouve au niveau des admis au secondaire : 62% de garçons et 37% de filles.

2) L'accès des filles au secondaire technique.

Si l'on reprend le même schéma de classification que précédemment, la répartition par sexe donne les résultats figurant dans le tableau suivant :

Tableau 9. Effectifs et pourcentage des élèves de sexe féminin par niveau et système d'enseignement technique.

Système	Ministère		Autres Ministères (données partielles)		Privé	
Niveau	Total	% Féminin	Total	% Féminin	Total	% Féminin
A4	46	71,7	341	12,6	0	-
A3	1948	0,8	0	-	1499	81,0
A3'	297	76,4	837	53,6	0	-
A2	1715	38,5	581	42,9	0	-
Total/Système	4006	23,4	1759	42,1	1499	81,0

Source : Annuaire des Statistiques scolaires 1992-93, Bureau de la Planification de l'Éducation.

De ce tableau, on peut tirer les remarques suivantes :

- Il y a sous-représentation du sexe féminin dans l'enseignement secondaire technique du Ministère de l'Éducation.
- Certains niveaux de l'un ou l'autre système (A4 et A3 Education, A3Autres Ministères, A3 Privé) semblent néanmoins être privilégiés dans les effectifs féminins.

2.2.3. Les disparités régionales.

Les disparités régionales sont observées au niveau de la répartition du nombre d'écoles et de la qualification des enseignants par région.

1) Disparités au niveau du nombre d'écoles.

Les écoles sont inégalement réparties à travers tout le pays comme le tableau ci-après l'illustre.

Le rapport « population scolaire/nombre de classes » montre l'ampleur des disparités, puisqu'il fait référence aux classes disponibles par rapport à la demande théorique de scolarisation. On constate ainsi que dans les provinces à fort taux de scolarisation, le nombre de classes est relativement élevé par rapport à la population scolaire. Exemple : Bururi : une classe pour 53 enfants; Bujumbura Mairie : une classe pour 72 enfants; Muramvya : une classe pour 84 enfants; et 77 à Makamba. La situation est inverse pour les provinces à faible taux brut de scolarisation. Exemple : Kirundo, qui avait le plus faible taux brut du pays en 1993 (40%), affiche en moyenne une classe pour 198 enfants. En province de Muyinga, le rapport est d'une classe pour 123 enfants.

Le rapport population scolaire rapportée au nombre d'enseignants est le plus élevé dans les provinces suivantes : Kirundo (119), Kayanza (112), Karuzi (108), Muyinga (104), Bujumbura rural(104), Ngozi (104), Cibitoke (100).

Tableau 10. : Nombre d'écoles et de classes en 1993.

Provinces	Nbre d'écoles	Nombre de classes	Pop. Scolaire 7-12 ans	Rapport Pop Scol/nbre classes	Nombre d'enseignants	Rapport pop.Scol/ nombre d'enseignants
1. Bubanza	52	327	36291	111	374	97
2. Cibitoke	76	465	47688	102	476	100
3. Buja Mairie	46	448	32277	72	801	40
4. Buja Rural	87	591	62407	105	597	104
5. Bururi	192	1268	68077	53	1234	55
6. Makamba	73	501	38537	77	480	80
7. Rutana	60	340	31464	92	371	85
8. Muramvya	137	916	76965	84	925	83
9. Gitega	121	935	93343	100	1090	86
10. Karuzi	65	408	46684	114	434	108
11. Ngozi	94	599	78509	131	754	104
12. Kayanza	95	676	72799	108	651	112
13. Kirundo	65	335	66444	198	555	119
14. Muyinga	99	514	63227	123	609	104
15. Ruyigi	67	394	38986	99	489	80
16. Cankuzo	48	254	23287	92	325	72
Burundi	1236	8971	876985	98	10165	86

Source : - Annuaire statistique du Bureau de la Planification de l'Education, Bujumbura, 1992-1993, pp. 12-15

La situation s'est détériorée durant la période de crise. Les provinces durement touchées par la crise ont vu les effectifs moyens par classe augmenter considérablement comme cela a été le cas pour :

- Karuzi (avec 344 élèves par enseignant), Bubanza (avec 291 élèves par enseignant), Cibitoke(avec 240 élèves par enseignant), Kirundo (avec 229 élèves par enseignant), Ruyigi (avec 182 élèves par enseignant), Muyinga (avec 169 élèves par enseignant).

Par contre les provinces qui ont servi de refuge ont un effectif moyen par enseignant relativement peu élevé. C'est le cas notamment pour Bujumbura-Mairie, Bururi, et Muramvya.

Tableau 11. : Nombre d'écoles et de classes en 1996

Provinces	Nbre d'écoles	Nombre de classes	Pop. Scolaire 7-12 ans	Rapport Pop Scol/ nbre classes.	Nombre d'enseignants	Rap. Pop. Scol/nbre enseignants
Bubanza	8	55	41379	752,35	142	291
Bujura-Mairie	43	406	37328	91,94	1198	31
Bujura-rural	79	536	71156	132,75	742	96
Bururi	131	833	77621	93,18	1140	68
Cankuzo	40	209	26552	127,04	234	113
Cibitoke	27	183	54373	297,12	227	240
Gitega	115	924	106429	115,18	1284	83
Karuzi	22	152	63229	415,98	184	344
Kayanza	69	486	83005	170,79	573	145
Kirundo	52	272	75759	278,53	331	229
Makamba	69	423	44555	105,33	548	81
Muramvya	109	647	87755	135,63	1022	86
Muyinga	61	328	72091	219,79	426	169
Ngozi	86	549	89515	163,05	707	127
Rutana	38	213	35875	168,43	250	144
Ruyigi	36	221	44451	201,14	244	182
Burundi	985	6437	1011073	157,07	9252	109

Source: UNICEF Burundi

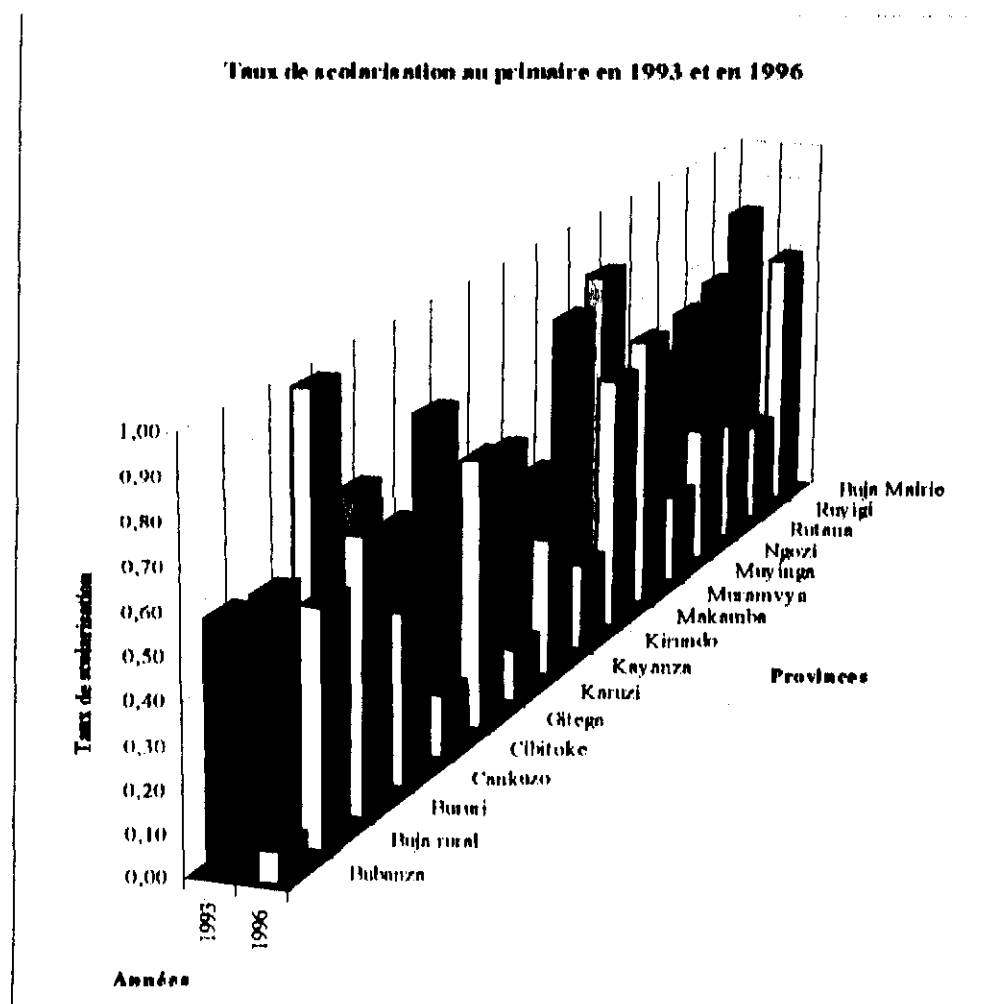
Comme le montre le tableau ci-dessus la situation observée en 1993 s'est nettement empirée en 1996 puisque dans presque toutes les provinces, le nombre d'élèves par classe a fortement augmenté avec des effectifs moyens excessivement élevés pour: Bubanza (752 élèves par classe), Karuzi (417 élèves par classe), Cibitoke (297 élèves par classe) Bujumbura-Mairie et Bururi disposent des effectifs moyens par classe plus faibles que les autres régions; respectivement 91,94 élèves et 93,18 élèves.

Les disparités régionales dans la répartition des écoles influence le taux de scolarisation par région.

Certaines provinces accusent des taux bruts de scolarisation élevés (plus de 70%). Ce sont par exemple : BURURI, MURAMVYA, BUJUMBURA, MAKAMBA, GITEGA. Celles qui ont des taux bruts de scolarisation faibles sont (moins de 50%) : MUYINGA, KIRUNDO et KARUZI.

La crise a eu un impact très négatif sur le taux de scolarisation dans les différentes provinces comme le graphique ci-après le montre.

Graphique 2.: Taux brut de scolarisation au primaire en 1993 et en 1996



Avant la crise, le taux brut de scolarisation variait entre 43 % (à Kirundo) et 99 % à Bururi. Pour l'année 1996, ce taux de scolarisation atteignait des niveaux très bas qui se situaient dans la fourchette de 7,24 % à Bubanza et 70,06 % à Muramvya.

Les records de chute étaient détenus par les provinces de Bubanza, Karuzi et Cibitoke. C'est l'insécurité qui explique cet état des choses.

En 1997, on remarque une légère amélioration des taux bruts de scolarisation même pour les provinces durement touchées par la crise comme Bubanza, Cibitoke et Karuzi.

2) Disparités au niveau des qualifications des enseignants¹²

Les enseignants non qualifiés représentaient 15,17% de l'effectif total. Les plus grandes proportions se retrouvent dans les provinces de :

¹² voir tableau 3 pour plus de détails

- Bujumbura Rural : 30,6 %
- Muramvya : 27,3 %
- Ruyigi : 21,06 %
- Cankuzo : 17,5 %
- Kirundo : 16,4 %

Les cinq provinces ci-dessus ont un personnel enseignant non qualifié qui est supérieur à la moyenne nationale (de 15,17%). A part la province de Muramvya, les autres provinces, qui sont périphériques, seraient désavantagées par leur situation géographique. Cette situation s'explique par plusieurs raisons dont par exemple: le manque d'enseignants originaires de la région, le refus d'être affecté dans certaines provinces et la démotivation pour la carrière enseignante.

3. La situation au niveau de la santé

La politique du gouvernement en matière de santé publique a toujours été axée sur le principe de la médecine sociale et préventive visant la plus grande couverture sanitaire et l'amélioration de la qualité de la vie afin de permettre à la population de mener une vie économiquement et socialement productive.

L'état de santé de la population est un indicateur qualitatif important du développement économique et du développement humain. En effet, le travail étant à la base de la création de toute richesse, une population en bonne santé ne peut qu'améliorer la productivité et par conséquent l'augmentation de la richesse au niveau de la société.

Les stratégies mises en place jusqu'à la veille de la crise s'appuyaient sur une approche multisectorielle et communautaire intégrant les services curatifs, préventifs et promotionnels en vue d'offrir à la population des soins géographiquement et économiquement accessibles. Le pari d'un centre de santé à moins de six kilomètres avaient été gagné.

Ce chapitre consacré au secteur sanitaire au Burundi sera abordée en trois volets essentiels :

Dans le premier volet, nous analyserons l'offre de services de santé qui comportera les infrastructures et le personnel de santé; la répartition des infrastructures et personnel de santé sur le territoire national.

Dans le deuxième volet, nous analyserons les dépenses de santé et le troisième volet sera consacré à la situation sanitaire de la population .

3.1. Analyse de l'offre de services de santé

En matière de modernisation des services de santé, le Gouvernement du Burundi a continué à fournir des efforts dans les limites de ses moyens. Ainsi, au niveau des infrastructures sanitaires, le nombre d'hôpitaux est passé de 33 en 1990 à 36 en 1995 tandis que celui de dispensaires (centres de santé) est passé de 266 en 1990 à 290 en 1995 comme l'indique le tableau ci-après :

Tableau 12 : Evolution des infrastructures sanitaires.

Libellé	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'hôpitaux	33	33	33	34	34	34	34
Nombre dedispensaires (centres de santé)	214	243	270	249	267	2784	274

Source : Base de données DHD.

Dans le secteur des médicaments, l'absence de politique pharmaceutique axée sur les médicaments génériques, la quasi dépendance du marché extérieur pour l'approvisionnement et les déficiences de gestion ont eu pour conséquence la pénurie chronique et généralisée des médicaments essentiels dans les hôpitaux publics. L'aide internationale humanitaire a importé la majeure partie des médicaments actuellement utilisés dans les centres de santé (71%). La production locale par l'ONAPHA est estimée à 10% des importations.¹³

Le programme d'investissement public (PIP) du secteur de la santé pour la période 1997-1999 correspond à 4 % du budget total. Le PIP prévoit une chute de 10% en 1997 à 2.7 % en 1999. Il prévoit par ailleurs qu'il sera financé par l'appui traditionnel des agences des Nations - Unies, du cofinancement IDA/KFW du projet Santé et Population II et de la reprise de la coopération bilatérale.¹⁴

Si on fait une analyse rétrospective, on se rend compte que depuis 25 ans ; le Burundi a réalisé des progrès remarquables en matière d'infrastructures sanitaires et du personnel médical. Le tableau suivant met en exergue cette tendance.

¹³ Source : Banque Mondiale: Burundi: Revue des dépenses publiques 1997 (Aide-Mémoire de la Mission Economique de la Banque Mondiale du 24 juin au 06 juillet 1997).

¹⁴ Source : Banque Mondiale: Burundi: Revue des dépenses publiques 1997 (Aide-Mémoire de la Mission Economique de la Banque Mondiale du 24 juin au 06 juillet 1997).

Tableau 13: Evolution des infrastructures et personnels par rapport aux indicateurs de l'OMS de 1962 à 1995.

Infrastructures/Personnel	1972	1987	1992	1995	OMS
Hôpitaux par habitant	1/205.000	1/158.000	1/143.000	1/147.000	1/100.000
Centre de santé/Dispensaire/habitant	1/39.000	1/26.000	1/20.000	1/18.000	1/10.000
Lits d'hôpital/ habitant	1/1900	d.n.d	1/700	d.n.d.	-
Médecins/ habitant	1/78.000	1/24.000	1/16.000	1/16.000	1/10.000
Infirmiers par habitant	1/10.600	1/4.500	1/2.400	-	1/3.000

Source : Projet Santé Population Phase 2 Mai 1996, in OMS, op.cit. P.79.

Malgré les efforts évidents du Burundi en matière d'infrastructure sanitaire et de formation de ressources humaines, il ressort de ce tableau qu'il reste cependant en dessous des normes fixées par l'OMS que ça soit au niveau du nombre d'habitants par hôpital et centre de santé ou au niveau du nombre d'habitants par médecin. Seul le nombre d'habitants par infirmier (e) respectait la norme de l'OMS. Cependant, suite à la crise socio-politique qui secoue le pays depuis 1993, il est fort probable que cet indicateur soit également inférieur à la norme de l'OMS.

Par ailleurs, il existe une répartition inégale du personnel médical comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 14: Répartition des médecins et des paramédicaux à Bujumbura et dans le reste du pays.

Personnel	Hôpitaux		Centres de santé et privés		Total et part de Bujumbura	
	Bujumbura	Reste du pays	Bujumbura	Reste du pays	Total	Part de Bujumbura en %
Médecins généralistes	113	63	22	6	204	62,2
Médecins spécialistes	51	33	19	0	103	68
Paramédicaux	435	510	198	686	1829	34,6
Total	599	606	239	692	2136	39,2

Source : Direction des soins de santé, Août 1993, in O.M.S, op.cit.p.60.

Il ressort de ce tableau qu'il existe une concentration des ressources humaines médicales à Bujumbura. Seul Bujumbura occupe 66,2 % des médecins généralistes et 68% des médecins spécialistes. Pourtant, la population de la Mairie de Bujumbura ne représente que 4% de la population totale (234.440 habitants sur 5.572.793 habitants).

Cette répartition inégale des ressources humaines dans le domaine de la santé comme dans d'autres domaines s'explique par l'importance économique de la ville de Bujumbura.

3.2. Dépenses publiques de santé

L'accroissement des infrastructures de santé nécessite logiquement une augmentation des dépenses publiques en vue de permettre sa réalisation. Même si l'ensemble des dépenses (budget de fonctionnement et d'investissement) est passé de 1.909 millions de FBU en 1990 à 2.737 millions de FBU en 1996 (comme l'indique le tableau ci-après) ; en termes réels il n'y a en fait pas d'effort financier évident vers ce secteur.

Tableau 5 : Evolution des dépenses publiques de santé (1990-1996)
en millions de FBU

Libellé	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
(1) Budget de fonctionnement	1632	1674	1936	2218	2532	2431	2500
(2) Budget d'investissement	277	261	546	599	-	590	237
(3) Total Ministère de la Santé	1909	1935	2482	2817	2532	3021	2737
Dépenses courantes de l'Etat	30.72 2	31.44 0	36.11 9	35.69 8	39.93 0	41.84 1	44.80 7
% (1)/(3)	5,3	5,3	5,3	6,2	6,3	5,8	5,5

Source : Lois budgétaires, Ministère des Finances, in O.M.S.op.cit.P.64.

Les ressources budgétaires allouées à la santé représentent un pourcentage des dépenses totales de l'Etat presque inchangés de 1990 à 1996, sauf pour les années 1993 et 1994.

Sur le plan de l'allocation intrasectorielle, les principales dépenses de fonctionnement sont constituées à 55% par les salaires, à 21% par les subventions aux hôpitaux à gestion autonome et administrations personnalisées, à 16% par l'achat des médicaments. Les soins de santé primaires hors salaires et médicaments représentent environ 1% des engagements, avec une chute de 37% entre 1994 et 1996.⁽¹⁵⁾

¹⁵ Source : Banque Mondiale: Burundi: Revue des dépenses publiques 1997 (Aide-Mémoire de la Mission Economique de la Banque Mondiale du 24 juin au 06 juillet 1997).

3.3. Etat sanitaire des populations

L'analyse de certains indicateurs de santé démontre l'existence du problème d'amélioration de l'état de santé de la population. En effet, on observe une augmentation de cas de maladies comme le paludisme, le Sida, la rougeole, etc... Cette situation est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau 16 : Evolution de cas de certaines maladies.

Libellé	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Cas de Sida	841	1565	1583	799	144	494
Cas de paludisme	511.340	548.201	773.539	828.429	831.481	1.052.362
Tuberculose	1.507	1.192	946	958	1.114	1.195
Rougeoles	12.989	10.438	21.054	33.773	8.666	18.505
Anémie chez les femmes de 15 ans à 49 ans	3.88	6.106	6.099	6.990	7.162	6.990
Anémie chez les enfants de moins de 5 ans	1.734	4.093	4.433	4.893	5.903	6.649

Source : PNLS/MST; OMS, Troisième évaluation de la mise en oeuvre de la stratégie de la santé pour tous d'ici l'an 2000 au Burundi, Bujumbura, Janvier 1997.

Il ressort de ce tableau qu'il y a un accroissement de cas de malades ces dernières années.

Il faut aussi signaler que depuis la crise socio-politique (1993) qui frappe le Burundi, les services chargés de collecter les données éprouvent beaucoup de difficultés. C'est ainsi que le service du PNLS/MST précise que les cas de SIDA sont largement sous-estimés à partir de 1993.

Cependant, les données disponibles nous permettent de constater qu'il existe une dégradation des indicateurs de santé.

Par exemple, la couverture vaccinale pour la tuberculose est passée de 96% en 1990 à 64% en 1996. Celle de la rougeole est passée de 74% en 1990 à 50% en 1996.

Le tableau suivant retrace cette situation.

Tableau 17 : Evolution de la couverture vaccinale de 1990 à 1996 (en %)

Maladie	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Tuberculose	96	93	90	74	62	77	64
Rougeole	74	78	70	62	43	53	50

Source : EPISTAT.

Il en est de même pour les autres indicateurs de santé maternelle et infantile.

Tableau 18. : Quelques indicateurs de la santé maternelle et infantile

Libellé	1992	1993	1994	1995	1996
Proportion des enfants de faible poids (< à 2,5 kg à la naissance en %)	16,5	15,1	15,4	15,6	16,7
Taux de mortalité néonatale précoce	13,4	10,7	15	14,8	10,3
Taux de mortalité maternelle (pour 10.000 naissances vivantes)	553	445	752	436	826

Source : C.P.P.F, Bilan des activités pour l'année 1996,
Avril 1997, PP.36 & 38.

Il faut signaler que le tableau ci-dessus ne tient compte que des données fournies par les centres de santé.

La situation des consultations prénatales et le taux des naissances suivies par le personnel médical se présente comme suit :

Tableau 19: Surveillance prénatale et accouchement.

Libellé	1992	1993	1994	1995	1996
Taux d'inscription en première consultation prénatale (en %)	89	71	53,2	71	65,1
Accouchement dans les structures sanitaires (en %)	13,4	10,7	15	14,8	10,3

Source : C.P.P.F. Bilan des activités pour l'année 1996, Avril 1997, pp.25 & 32.

Les effets de la crise sur le secteur de la santé sont particulièrement imputables :

- i) aux dysfonctionnements des infrastructures liés à la pénurie du personnel et à la détérioration des réseaux publics de supervision et d'approvisionnement;
- ii) aux déplacements et regroupements des populations.

Les principaux problèmes de santé se traduisent par une forte morbi-mortalité suite à la recrudescence des maladies transmissibles et carencielles ainsi qu'à l'émergence de nouvelles épidémies.¹⁶

4. LES DEPENSES PUBLIQUES ALLOUEES AU DHD AU BURUNDI

Pour analyser le contrôle des dépenses publiques en matière de développement humain, nous allons considérer successivement :

¹⁶ Source : Banque Mondiale: Burundi: Revue des dépenses publiques 1997 (Aide-Mémoire de la Mission Economique de la Banque Mondiale du 24 juin au 06 juillet 1997).

- le taux de dépenses publiques (% du revenu national consacré aux dépenses publiques);
- le taux de dépenses sociales (% des dépenses publiques consacrés aux services sociaux);
- le taux des priorités sociales (% des dépenses sociales consacrées aux questions prioritaires en matière de développement humain comme par exemple: l'éducation de base et les soins de santé élémentaires).
- le taux des dépenses de développement humain (le produit des trois taux précédents).

4.1. Le taux des dépenses publiques.

Comme le tableau en annexe 2 le montre, durant les sept dernières années, le taux des dépenses publiques varie dans une fourchette de 17% à 29% soit une moyenne annuelle de 21%.

D'après le Rapport Mondial sur le Développement Humain 1996, les pays en développement consacrent en moyenne 20% à 30% de leur PIB aux dépenses publiques. Le Burundi se situe dans cette moyenne, mais vers le bas.

4.2. Le taux des dépenses sociales.

Le taux des dépenses publiques dans le domaine social (éducation, santé, famille et promotion féminine, travail et formation professionnelle...) s'échelonnent de 24% à 34% de 1990 à 1996, soit une moyenne annuelle de 28% (voir annexe 2).

En 1993, le taux des dépenses sociales était en moyenne de 20% pour 61 pays étudiés (Rapport du PNUD sur le Développement humain 1996, page 80).

4.3. Le taux des priorités sociales.

Au Burundi, ce taux varie de 47% à 53% de 1990 à 1997, soit une moyenne annuelle de 50% .

Ce taux est élevé si on le compare à celui d'un échantillon de 12 pays en développement qui est en moyenne de 24% dans les années quatre-vingt, avec des variations entre 11 et 55% (¹⁷).

¹⁷ Rapport du PNUD sur le Développement Humain, 1996, page 80.

4.5. Le taux de dépenses de développement humain.

C'est la part du PIB consacré aux domaines prioritaires en matière de développement humain.

Au Burundi, le taux des dépenses de développement humain se situe entre 2% et 4% de 1990 à 1996, avec une moyenne annuelle de 3% (voir annexe 2).

Le Rapport du PNUD 1996 (¹⁸) considère que :

- * un taux supérieur à 5% est élevé,
- * un taux situé entre 3% et 5% est moyen,
- * un taux inférieur à 3% est faible.

Le Burundi fait des efforts moyens pour les dépenses de Développement Humain bien que son PIB soit faible.

Le tableau ci-après compare les efforts du Burundi avec ceux d'autres pays africains pour lesquels des données sont disponibles.

Tableau 20 : Le taux des dépenses sociales du Burundi comparé à d'autres pays africains subsahariens.

Pays	Taux des dépenses de DH (en %)	Taux des dépenses publiques (en %)	Taux des dépenses sociales (en %)	Taux des priorités sociales (en %)
Zimbabwe (1988)	12,7	52	49	50
Botswana (1988)	7,7	51	37	41
Maroc (1988)	6,3	29	42	52
Maurice (1988)	3,1	27	40	29
Burundi (moyenne de 1990 à 1996)	3,0	21	28	50
Tanzanie (1988)	2,4	29	15	55
Nigeria (1988)	2,2	29	20	38

Source : Rapport du PNUD sur le Développement Humain 1996, page 44 et nos calculs pour le Burundi.

¹⁸ Rapport du PNUD sur le Développement Humain, 1996, page 44.

Etant donné son niveau du PIB, le Burundi comparé à d'autres pays mieux nantis comme l'Ile Maurice, le Nigeria... ne se classe pas très mal.

Malgré la crise qui secoue le Burundi depuis 1993, les efforts déployés en matière de développement sont restés soutenus et même ont légèrement cru comme le montre les tendances du tableau de l'annexe 2.

La notion de taux des dépenses de développement humain devrait être l'un des principaux instruments de référence lors des décisions politiques concernant l'attribution des ressources publiques.

Pour assurer un développement humain durable au Burundi, des efforts devraient être redoublés pour faire de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, des priorités sociales.

**PARTIE II : EVOLUTION DES INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT
HUMAIN.**

1. PRINCIPAUX CONCEPTS ET INDICATEURS DU D.H.D.

Le concept de développement humain durable a connu une évolution dans le temps. De développement centré sur l'homme dans un premier temps, il s'est soucié des générations futures par la suite.

1.1. Evolution du concept de DH vers le concept de DHD (¹)

Dans les années 1950, 1960 et 1970, le développement était synonyme de la croissance économique. Comment maximiser les performances macro-économiques? Dans les pays en voie de développement, la croissance était le seul indicateur du développement.

La richesse n'est pas sans importance pour l'homme, mais il n'est pas souhaitable de s'y concentrer exclusivement et ce pour deux raisons :

- En premier lieu, l'accumulation de richesse n'est pas la condition sine qua non de la liberté de choix. Les individus et les sociétés opèrent nombre de choix n'exigeant aucune richesse matérielle. Une famille n'a pas besoin d'être riche pour respecter les droits de chacun de ses membres. Une nation n'a pas besoin d'être opulente pour respecter l'égalité entre hommes et femmes. Le respect des traditions socio-culturelles estimables peut se rencontrer - et se rencontre effectivement - à tous les niveaux de revenu.
- En second lieu, les choix humains s'opèrent bien au-delà de la notion de bien-être économique. Les êtres humains aspirent à la richesse, mais ils veulent surtout vivre longtemps et en bonne santé, boire de la fontaine du savoir, participer librement à la vie de leur communauté, respirer un air pur, goûter la tranquillité d'esprit qui accompagne le sentiment de sécurité ressenti au foyer, sur le lieu de travail et au sein de la société.

La richesse nationale peut accroître la liberté de choix des individus, tout comme elle peut ne pas le faire. C'est l'usage que les nations font de leur richesse, et non la richesse elle-même, qui est le facteur décisif.

Même s'il existe une corrélation entre richesse matérielle et bien-être, elle ne transparaît pas toujours et ce dans un grand nombre de société.

Dans beaucoup de pays, le PNB par habitant est élevé alors que les niveaux constatés par les IDH humains sont faibles, et inversement.

¹ Extrait du document du Séminaire de sensibilisation sur le DHD.

Dans les années 1980, les organisations de développement commencèrent à mettre sur pied des unités spéciales sur les femmes dans le développement, sur les ONG, sur l'environnement, et dans d'autres domaines. Ceci reflétait que ces dimensions-clés du développement - avaient été négligées, particulièrement celles relatives aux gens et à leur environnement.

Dès le début des années 1990, deux termes commencèrent à être utilisés : le **développement humain** et le **développement durable**.

Pourquoi et comment ces termes furent-ils développés ? Le terme de développement humain commença à être utilisé avec une fréquence croissante durant les années 1980, lors de la Déclaration de Khartoum ou lors de la Table Ronde - PNUD et Nord-Sud - sur le développement humain en Jordanie. Le séminaire organisé par l'UNICEF sur l'ajustement structurel à visage humain a eu un impact international.

Les publications issues de cette Table Ronde et de ce séminaire argumentaient pour un changement dans le paradigme du développement centré exclusivement sur la croissance économique.

Des concepts comme « **Développement Humain** », « **Développement Social** », « **Développement Durable** »⁽²⁾ ont été utilisés, chacun couvrant des aspects importants du développement mais cumulativement, ils peuvent nous faire oublier que le développement doit être un processus intégré.

En 1990, le premier Rapport Annuel sur le Développement Humain patronné par le PNUD changea le débat sur le développement en le faisant évoluer du débat centré exclusivement sur le développement économique à celui relatif à l'impact du développement économique sur les hommes et avec les hommes. Ce premier rapport faisait ressortir le besoin que les pauvres, les femmes et les autres groupes désavantagés doivent bénéficier du développement. Ce rapport développa une méthodologie : l'indice du développement humain, pour identifier les groupes exclus du développement et pourquoi ?

En 1992, les délégués des gouvernements au sommet de juillet du Conseil Economique et Social des Nations Unies parlèrent d'une vision émergente du développement centré sur l'homme, équitable et socialement et environnementalement durable.

Le terme « **développement durable** » a ses racines dans la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain de 1972. Il y avait une compréhension croissante du besoin de protection de l'environnement dans le but d'assurer les moyens d'existence au Nord et au Sud. Il y avait aussi une prise de conscience de la responsabilité de la génération actuelle de préserver l'environnement pour les générations futures.

² Mr. Ahmed keynote adress at The Tufts University, Medford, Massachusetts : « Sustainable Human Development, Does it make conceptual and operationnel sense ? » April 1996.

Dans ses fondements, le développement durable signifiait que les leçons de l'écologie pouvaient et devaient être appliquées aux processus sociaux, politiques et économiques dans le but de parvenir à la satisfaction des besoins humains et d'améliorer la qualité de la vie.

En 1992, toutes les nations sont d'accord de travailler pour un développement durable à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement tenue à Rio. Ils adoptèrent un Accord intergouvernemental qui spécifiait que le concept de développement durable se rapportait à l'interdépendance des aspects environnementaux, économiques, sociaux, culturels et politiques.

Au début de 1993, le PNUD commença à chercher un concept pouvant mieux rendre compte du développement intégrant les concepts de « développement humain » et « développement durable », c'est alors qu'est né « le développement humain durable ».

En juin 1994, le concept de « développement humain durable » a été adopté comme concept de travail du PNUD.

Au Sommet Mondial pour le Développement Social tenu à Copenhague en mars 1995, l'idée du développement centré sur les gens et leur environnement franchit une phase supplémentaire. Les participants au sommet déclarèrent « nous sommes profondément convaincus que le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement sont interdépendants et des composants du développement durable qui se renforcent mutuellement.

Ils reconnurent que « les gens sont au centre de nos préoccupations pour un développement durable et qu'ils ont droit à une vie productive et en bonne santé en harmonie avec la nature ». Ils adoptèrent les termes, « centré sur les gens, développement durable ».

1.2. Le concept de DHD.

A) Définition du développement humain durable.

Le DHD a plusieurs dimensions, ce qui illustre son rôle central dans la promotion de la paix et de la sécurité humaine globale. Ces dimensions sont entre autres :

- un engagement pour l'élimination de la pauvreté et de construire la sécurité humaine comme la base de la sécurité nationale;
- la création d'emplois (moyens de vivre durables);
- la protection et l'octroi de pouvoir aux groupes les plus vulnérables de la société;
- la protection et la régénération de l'environnement et l'augmentation à long terme de la productivité des secteurs de ressources;

- la promotion de la croissance économique durable et de la distribution équitables de ses bénéfices;
- une sensibilité à la diversité culturelle et une flexibilité pour s'adapter aux conditions locales.

Le paradigme du développement humain durable s'articule autour de quatre éléments essentiels :

- a) la productivité,
- b) la justice sociale,
- c) la durabilité,
- d) le contrôle des personnes sur leur destinée.

B) Les principaux axes retenus pour atteindre le DHD.

Parmi les priorités retenues par le PNUD figurent les aspects suivants :

- la lutte contre la pauvreté;
- la création d'emploi;
- l'avancement de la femme;
- la protection et la régénération de l'environnement.
- la gouvernance

La lutte contre la pauvreté.

La pauvreté constitue la menace la plus grave pour la stabilité politique, la cohésion sociale et la salubrité de l'environnement à l'échelle de la planète. Les stratégies destinées à la réduire devront nécessairement englober tous les aspects de la politique nationale.

Pour les gens pauvres, l'objectif du DHD est d'élargir les opportunités d'avoir un standard de vie décent à travers une bonne santé, un logement, des connaissances, un emploi afin de pouvoir utiliser leurs potentialités.

La création de l'emploi.

L'une des missions les plus importantes - et les plus difficiles - dont doit s'acquitter toute société consiste à créer un nombre suffisant de possibilités d'emplois productifs et à offrir des moyens d'existence durables à sa population. Pour être efficace, l'expérience dans d'autres pays montre qu'une stratégie nationale de l'emploi doit se concentrer sur les points suivants :

- éducation et compétences;

- un environnement propice;
- technologie faisant largement appel à la main-d'oeuvre;
- des programmes de travaux financés par l'Etat;
- encourager la création des PME;
- réformer le système éducatif pour mettre un accent sur la formation technique et encourager l'auto-emploi.

La promotion de la femme.

L'inégalité entre les hommes et les femmes existe dans tous les pays du monde tant à l'école, à la maison que dans le milieu professionnel.

Au Burundi, la situation est très préoccupante.

La protection et la régénération de l'environnement.

La croissance économique, là où elle existe porte généralement un préjudice à l'environnement. Mais l'ironie du sort veut que la dégradation de l'environnement soit généralement causée par la pauvreté dans le Sud et par l'abondance dans le Nord.

La gouvernance

La principale difficulté dans de nombreux pays en développement est le manque d'institutions démocratiques solides.

Le bon fonctionnement de la démocratie exige davantage que la seule mise en place de bureaux de vote. Il faut des parties politiques stables aptes à canaliser une grande variété d'intérêts et à les coaliser en une organisation solide. Il faut la présence de groupes indépendants et tous les éléments de la société civile qui participent à l'expression des volontés de l'électorat.

1.3. Les indicateurs utilisés pour mesurer le développement humain.

Ces indicateurs sont :

- l'IDH,
- l'ISDH,
- IPF,
- l'IPC.

L'IDH.

L'IDH est un indicateur comportant trois éléments : la durée de vie, mesurée par l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation mesuré par un indicateur combinant

pour 2/3 le taux d'alphabétisation des adultes et pour 1/3 le taux brut de scolarisation tous niveaux confondus, et le niveau de vie, mesuré d'après le PIB réel par habitant (exprimé en PPA).

L'I.S.D.H.

L'ISDH est composé des mêmes variables que l'IDH. Il diffère néanmoins de l'IDH en ceci que l'on corrige les niveaux moyens obtenus par chaque pays en termes d'espérance de vie, de niveau d'éducation et de revenu de façon à refléter les disparités sociologiques entre les hommes et les femmes dans ces trois domaines.

L'I.P.F.

L'indicateur de participation des femmes (I.P.F.) a pour composantes des variables définies explicitement pour mesurer la maîtrise que les hommes et les femmes peuvent exercer sur leur destinée dans les domaines politiques et économiques.

L'I.P.C.

L'I.P.C. est un indicateur simple formé de trois composantes reflétant le pourcentage de la population présentant des marques dans trois domaines fondamentaux du développement humain :

- la capacité de vivre en bonne santé avec une alimentation suffisante;
- celle de procréer dans de bonnes conditions de sécurité et de santé;
- et celle de savoir lire et écrire et de pouvoir s'instruire.

Les indicateurs retenus pour chacune de ces capacités sont :

- le taux d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale;
- le taux de naissances non suivies par du personnel de santé ayant reçu une formation ad hoc;
- et le taux d'analphabétisme chez les femmes âgées de 15 ans et plus.

Dans ce rapport, nous nous intéresserons à l'IDH, l'ISDH et à l'indicateur de disparité régionale en matière de développement humain pour lesquels nous avons pu avoir des données.

2. LES INDICATEURS DU DH AU BURUNDI ET LEUR EVOLUTION. ⁽³⁾

2.1. L'IDH au niveau national

Quel que soit le niveau considéré, l'IDH est composé de trois indicateurs :

- l'espérance de vie à la naissance;
- le niveau d'instruction,
- et le revenu.

Tableau 21 : IDH. et ses composantes (1990-1996)

Composantes de l'IDH	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Espérance de vie à la naissance (année)	51,62	52,69	53,74	54,83	54,39	53,94	53,44
Taux d'alphabétisation des adultes (%)	0,37	0,38	0,38	0,38	0,38	0,38	0,38
Taux brut de scolarisation tous niveaux confondus (%)	0,33	0,33	0,32	0,32	0,22	0,21	0,22
PIB par habitant en PPA (\$ US)	1.040	1.046	1.188	995	852	778	699
IDH	0,320	0,327	0,341	0,336	0,314	0,306	0,300

Source: Calculs de l'annexe 3

L'IDH varie dans une fourchette de 0,300 à 0,341 de 1990 à 1996. Son niveau est très faible comparativement à celui de beaucoup de pays subsahariens comme le tableau ci-après le montre.

³ Les formules de calcul des différents indicateurs figurent dans les notes techniques des rapports PNUD sur le Développement Humain. Nous n'avons pas jugé indispensable de les reprendre dans ce document.

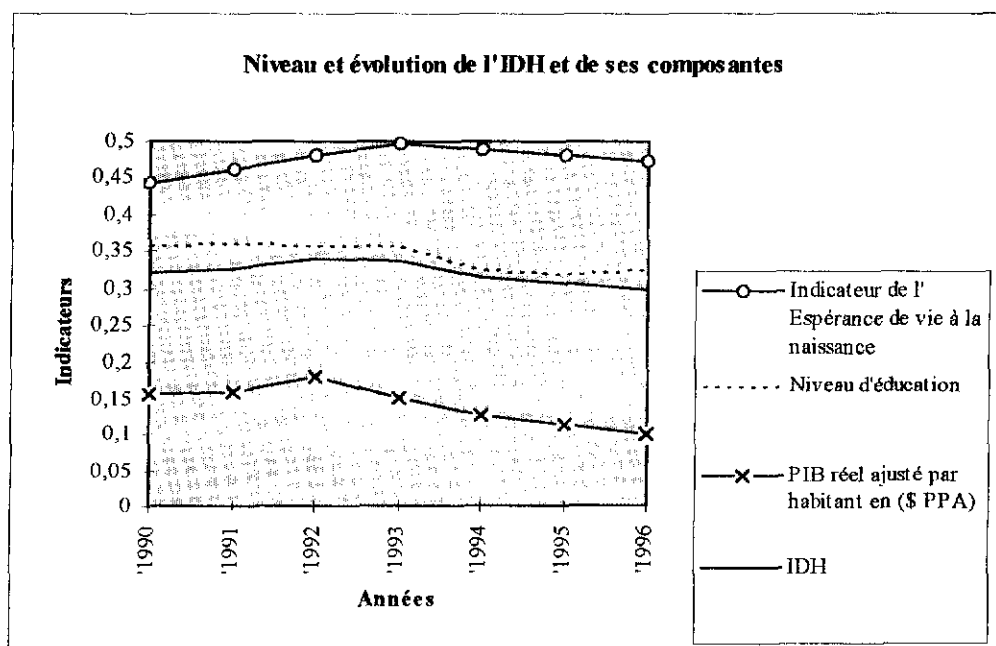
Tableau 22: L'IDH du Burundi comparé à celui de certains pays africains subsahariens (1993).

Pays	IDH (1993)
Botswana	0,741
Afrique du Sud	0,663
Swaziland	0,586
Namibie	0,573
Gabon	0,557
Kenya	0,481
Zambie	0,441
République Démocratique du Congo	0,371
Tanzanie	0,364
Rwanda	0,332
Burundi	0,300
Ouganda	0,288

Source: PNUD : Rapport sur le développement humain 1996 et nos calculs en annexe pour le Burundi

Le niveau très bas de l'indicateur du Développement Humain est dû en grande partie au très mauvais score des sous indicateurs composant l'IDH; particulièrement le niveau du revenu.

Graphique 3 : Evolution de l'IDH et de ses composantes



Des actions de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois pour permettre à toute la population burundaise d'accéder au revenu devraient être engagées. La croissance du revenu est un impératif qui aurait d'ailleurs des effets immédiats sur les autres composantes de l'IDH, à savoir l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation.

Le niveau et la tendance des indicateurs composant l'IDH sont analysés ci-après.

1) L'espérance de vie à la naissance et l'indicateur de l'espérance de vie.

Pour les estimations faites, l'espérance de vie à la naissance varie de 51,64% ans à 54,89 de 1990 à 1996.

Elle a tendance à se détériorer les dernières années suite à la crise (dès 1994).

Le tableau ci-après montre la position du Burundi par rapport à certains pays africains subsahariens.

Tableau 23 : Comparaison du Burundi avec certains pays subsahariens (1993) en matière d'espérance de vie à la naissance.

Pays	Espérance de vie (en ans)	Indicateur d'espérance de vie.
Botswana	65,2	0,67
Afrique du Sud	63,2	0,64
Namibie	59,1	0,57
Swaziland	57,8	0,55
Kenya	55,5	0,51
Burundi	54,89	0,48
Gabon	53,7	0,48
Tanzanie	52,1	0,45
Zaïre (Congo Démocratique)	52,0	0,45
Zambie	48,6	0,39
Rwanda	47,2	0,37
Ouganda	44,7	0,33 ²

Source : PNUD : Rapport sur le Développement Humain 1996 (pp. 158-159) et estimations faites à partir de la base de données DHD sur le Burundi.

Les comparaisons faites montrent que l'espérance de vie à la naissance des Burundi se situe dans la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et particulièrement des pays de la sous-région.

2) Le niveau d'instruction.

Le niveau d'instruction est déterminé par la moyenne pondérée du taux d'alphabétisation des adultes et du taux de scolarisation tous niveaux confondus.

- Taux d'alphabétisation des adultes.

Lors du recensement de la population (en 1990), le taux d'alphabétisation des adultes se situait à 37,4%.

Les projections faites sur les années suivantes montrent une détérioration du taux d'alphabétisation dès 1993.

Pour bien situer les efforts du Burundi en matière d'alphabétisation des adultes, il faut le comparer aux pays subsahariens retenus comme « petit échantillon ».

Tableau 24 : Comparaison du Burundi avec certains pays subsahariens en matière d'alphabétisation des adultes (1993).

Pays	Taux d'alphabétisation des adultes (%)
Afrique du Sud	81
Zambie	76,2
Kenya	75,7
République Démocratique du Congo	75,2
Swaziland	74,9
Botswana	68
Tanzanie	65,5
Gabon	60,3
Ouganda	59,7
Rwanda	58
Namibie	40
Burundi	38,15

Source : PNUD : Rapport sur le Développement Humain 1996 (pp. 158-159) et nos estimations à partir de la base de données DHD sur le Burundi.

Le tableau précédent montre que le Burundi est très en arrière en matière d'alphabétisation des adultes. Il est le dernier des pays de la sous-région.

Il faudrait une volonté politique et des moyens en conséquence pour combattre l'analphabétisme au Burundi.

- Le taux brut de scolarisation

* Le taux brut de scolarisation au primaire.

Le taux brut de scolarisation au primaire a varié de 69% à 51% durant la période 1990 à 1996.

La tendance générale est à baisse, particulièrement à partir de 1994. La crise dans laquelle le Burundi est plongé dès fin 1993 explique en grande partie cette tendance.

* Taux brut de scolarisation au secondaire

Ce taux varie de 5% à 6,2% de 1990 à 1996. Il a une légère tendance à la hausse. Cela s'explique par le fait que très peu d'élèves ont abandonné leurs études au secondaire durant la crise. La poussée du primaire au secondaire qui a continué constitue une autre explication.

Remarquons que le niveau de ce taux est très faible à cause du peu de places disponibles au secondaire.

* Taux de scolarisation tous niveaux confondus.

La moyenne pondérée du taux de scolarisation du primaire et du secondaire échelonne entre 20% et 33% de 1990 à 1996. Sa tendance générale est à la baisse.

Indicateur du niveau d'éducation

Cet indicateur varie entre 32% à 36,1% de 1990 à 1996 avec une tendance à la baisse .

Par rapport aux pays pris pour exemple de comparaison, la position du Burundi figure dans le tableau ci-après :

Tableau 25 : Indicateur du niveau d'éducation du Burundi comparé à certains pays africains subsahariens.

Pays	Indicateur du niveau d'éducation (1993)
Afrique du Sud	0,80
Swaziland	0,73
Botswana	0,69
Zambie	0,67
République Démocratique du Congo	0,63
Kenya	0,57
Gabon	0,56
Tanzanie	0,55
Namibie	0,54
Rwanda	0,52
Ouganda	0,51
Burundi	0,36

Source : PNUD : Rapport sur le Développement Humain 1996 (pp. 158-159) et calculs faits par nous-mêmes pour le Burundi.

3) Le revenu

Le revenu est mesuré par le PIB/habitant en \$US en parité du pouvoir d'achat. Le niveau du PIB/habitant en PPA est passé de 1.040 \$US en 1990 à 699 \$US en 1996, ce qui est une baisse de 33% sur cette période.

Le PIB par habitant en Fbu a chuté dès 1993, à cause de la crise passant de 37.1558 Fbu en 1992 à 25.898 Fbu en 1996. L'indicateur du PIB est passé de 0,158 en 1990 à 0,1011 en 1996.

Le niveau de l'indicateur de revenu traduit la misère et l'extrême pauvreté dans lesquelles vivent les Burundi.

Comme nous l'avons fait pour les autres indicateurs, situons le Burundi par rapport à certains pays africains.

Tableau 26: Le PIB et l'indicateur du PIB du Burundi comparés à ceux de certains pays africains (1993)..

Pays	PIB (\$ US)	Indicateur du PIB
Botswana	5220	0,86
Gabon	3861	0,63
Namibie	3710	0,61
Afrique du Sud	3127	0,51
Swaziland	2940	0,48
Kenya	2220	0,36
Zambie	1110	0,17
Burundi	995	0.151
Ouganda	910	0,14
Rwanda	740	0,11
Tanzanie	630	0,09
Zaïre (Congo Démocratique)	300	0,03

Source : PNUD : Rapport sur le Développement Humain 1996 (pp. 158-159) et nos calculs pour le Burundi.

Le Burundi se trouve dans "le peloton" de queue des pays subsahariens en matière de revenu. Un effort particulier devrait être fait pour lutter contre la pauvreté au Burundi et particulièrement la pauvreté monétaire.

2.2. L'indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH) ⁽⁴⁾

L'ISDH est composé des mêmes variables que l'IDH, mais corrigé pour refléter les disparités sociologiques entre les hommes et les femmes dans les domaines suivants:

- l'espérance de vie à la naissance,
- le niveau d'éducation,
- et le revenu.

⁴ Voir l'annexe4 pour le détail des calculs.

Tableau 27 : Eléments de l'ISDH.

Composantes	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Espérance de vie (année)							
Femmes	53,10	54,20	55,30	56,5	56	55,5	55
Hommes	50,10	51,10	52,10	53,10	52,70	52,3	51,8
Alphabétisation des adultes (%)							
Femmes	27,31	44,22	44,60	44,65	44,65	44,65	44,65
Hommes	48,25	48,61	48,97	48,96	48,87	48,80	47,76
Scolarisation tous niveaux confondus (%)							
Femmes	28,00	29,40	27,40	27,60	20,10	20,80	21,70
Hommes	37,20	36,60	36,50	36,00	23,10	21,00	22,50
ISDH	0,265	0,298	0,304	0,309	0,293	0,289	0,286

Analysons ensuite l'évolution comparée des différentes composantes de l'ISDH.

2.2.1. L'espérance de vie à la naissance.

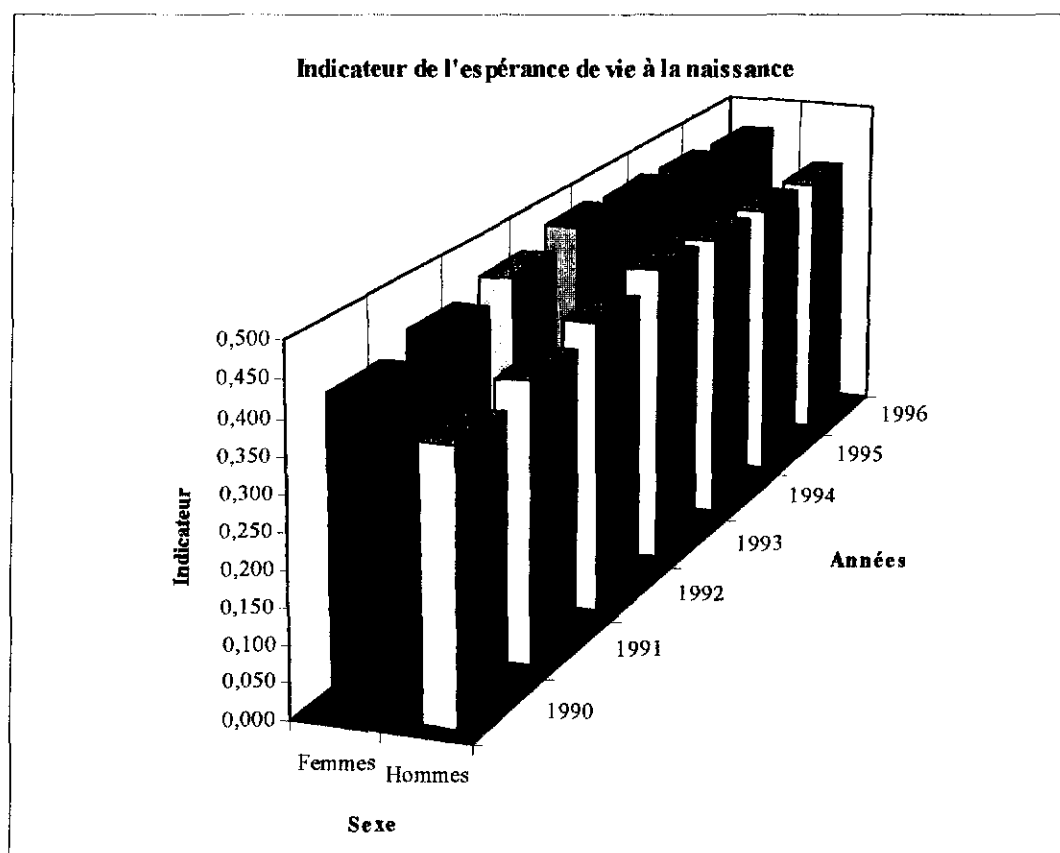
L'espérance de vie à la naissance des femmes est plus élevée que celle des hommes comme partout dans le monde. Elle varie dans une fourchette de 53,10 ans à 56,5 ans de 1990 à 1996 pour les femmes et de 50,10 ans à 53,20 ans pour les hommes durant la même période.

Cette longévité relativement plus longue de la vie des femmes par rapport à celle des hommes n'est pas due à des meilleures conditions de vie des femmes. On sait que les femmes souffrent plus que les hommes de beaucoup de maux : mortalité maternelle, malnutrition, manque de revenu, etc...

Cette longévité est sans doute due à la discipline et à l'absence d'excès de toute sorte auquel se livrent les hommes : alcoolisme, tabagie, etc.

Le graphique ci-après montre l'évolution comparée de l'espérance de vie à la naissance des femmes et des hommes.

Graphique 4 : Evolution comparée de l'indicateur de l'espérance de vie des hommes et des femmes.



2.2.2. Le niveau d'éducation.

Le niveau d'éducation est mesuré par l'indicateur de l'alphabétisation des adultes et le niveau de scolarisation tous niveaux confondus.

L'indicateur d'alphabétisation des adultes.

L'alphabétisation des femmes tend à se rapprocher de celle des hommes. Mais son niveau est encore faible si on compare le Burundi à d'autres pays africains comme le tableau ci-après le montre.

Tableau 28 : Comparaison du taux d'alphabétisation des adultes (hommes et femmes) du Burundi avec quelques pays africains (1993).

Pays	Taux d'alphabétisation (en %)	
	Femmes	Hommes
Zimbabwe	78,6	89,6
Swaziland	73,6	76,3
Zambie	68,7	84,2
Kenya	66,8	84,7
République Démocratie du Congo	64,9	85,1
Tanzanie	53,9	77,9
Ouganda	47,1	72,1
Burundi	44,7	48,9

Source : Rapport Mondial sur le Développement Humain 1996, PNUD, pages 161-162.

Et nos calculs en annexe 7 pour le Burundi.

Au Burundi, l'alphabétisation des adultes est une préoccupation relativement récente pour le Gouvernement.

Dès la fin du siècle passé, les efforts d'alphabétisation ont été l'apanage des confessions religieuses qui, à côté des leçons de catéchisme apprenaient à lire aux jeunes et aux adultes pour qu'ils accèdent aux sacrements et pour qu'ils puissent lire la bible. Cet enseignement n'avait pas de suivi et la plupart des bénéficiaires retombaient dans l'analphabétisme après le baptême ou la communion solennelle.

Plus tard, des foyers sociaux furent créés où des séances d'alphabétisation étaient dispensées uniquement aux femmes.

Plus récemment, parallèlement aux institutions publiques, quelques ONG commencent à s'intéresser à l'alphabétisation. Il s'agit entre autres de ACTION AID à Ruyigi, E.V.A. (Equipe des Volontaires d'Alphabétisation à Karuzi, I.G.A.A. (Association pour la formation et l'alphabétisation des femmes) à Mutimbuzi.

Toutes ces initiatives concourent à l'objectif de la réduction de l'analphabétisme au Burundi.

Mais force est de constater que la route vers l'alphabétisation de toute la population est encore longue si on se réfère au taux d'alphabétisme aussi bien des femmes que des hommes.

Le taux de scolarisation tous niveaux confondus.

Dans le domaine de la scolarisation, il existe des disparités à tous les niveaux entre les hommes et les femmes.

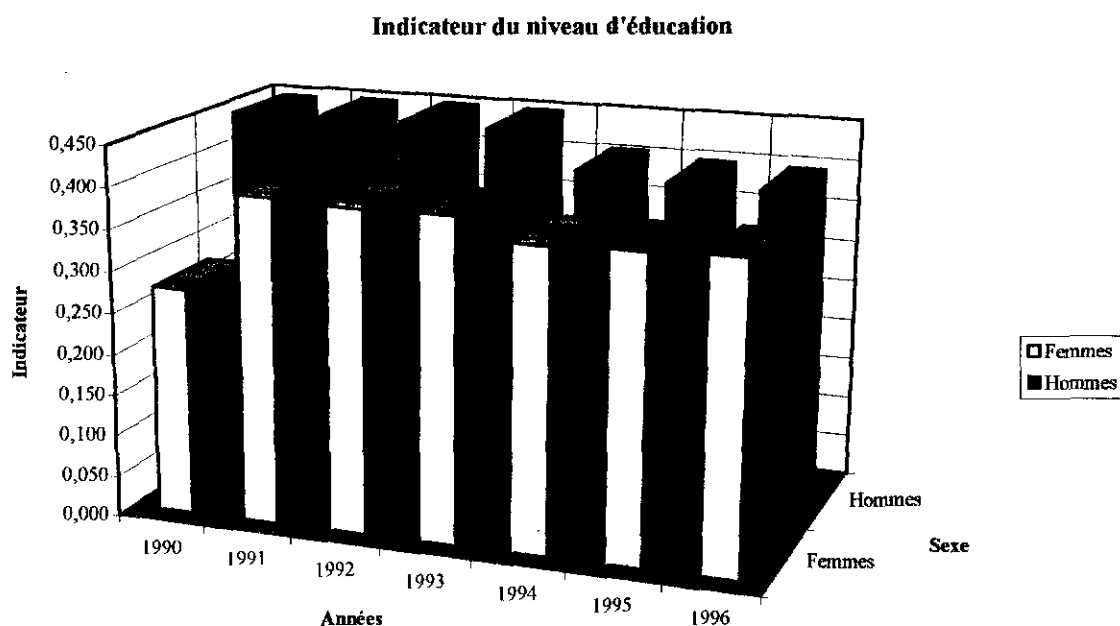
Le taux de scolarisation des filles au primaire varie dans une fourchette de 62% et 43% de 1990 à 1996 et de 76% à 41% pour les garçons durant la même période.

Au secondaire, ce taux s'échelonne de 3 à 4% pour les filles et de 6 à 7% pour les garçons de 1990 à 1996.

Dans l'enseignement supérieur ce taux est insignifiant pour les filles et les garçons, mais est environ 3 fois plus élevé pour les garçons que pour les filles.

Si l'on considère le niveau global d'éducation, les hommes sont plus instruits que les femmes comme on le remarque sur le graphique suivant :

Graphique 5: Evolution comparée de l'indicateur du niveau d'éducation par sexe



2.2.3. Part du revenu du travail.

D'après les statistiques de l'INSS, et celles de la Fonction Publique, la part du revenu du travail des femmes représentent environ 10% de la part totale.

Les femmes sont peu présentes dans le monde du travail salarié. Ceci est la conséquence de leur faible scolarisation.

En effet, nous avons vu que les femmes sont moins favorisées que les hommes que ce soit au niveau de l'alphabétisation, de la scolarisation au primaire et au secondaire. Pourtant, la population active féminine est supérieure à celle des hommes comme le tableau ci-après le montre.

Tableau 29 : Population active masculine et féminine (en 1.000)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Population active féminine	1.257	1.284	1.310	1.226	1.362	1.388	1.416
Population active masculine.	1.124	1.153	1.179	1.204	1.227	1.251	1.276
Population active totale	2.381	2.437	2.489	2.430	2.589	2.639	2.692
% des femmes	52,78	52,68	52,64	50,45	52,60	52,60	52,60
% des hommes	42,22	47,32	47,36	49,55	47,40	47,40	47,40

Source : Base de données DHD, 1996.

Au Burundi, les femmes constituent environ 51% de la population totale et entre 50 et 53% de la population active.

Les femmes s'occupent beaucoup plus des activités non rémunérées : agriculture et travaux ménagers. Même celles qui sont instruites occupent souvent des positions subalternes comme le secrétariat. Celles qui font des études supérieures choisissent les sciences sociales.

De ce fait, elles ne peuvent pas accéder à certains emplois bien rémunérés tels les emplois techniques, managériaux et autres. Notons qu'au Burundi les salaires des hommes et ceux des femmes sont identiques pour les mêmes qualifications et les mêmes emplois.

2.2.4. L'ISDH.

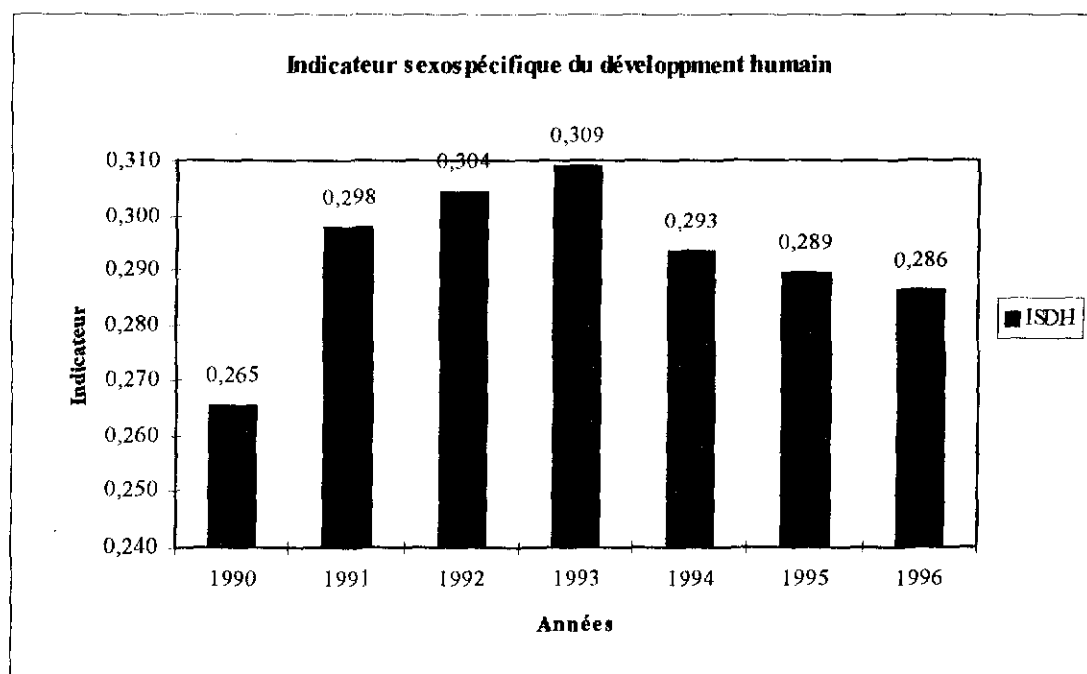
L'ISDH mesure le niveau de développement atteint dans les mêmes potentialités humaine que l'IDH, mais en tenant compte des inégalités sociologiques entre les femmes et les hommes.

L'ISDH d'un pays donné diminue lorsque le niveau de développement des femmes et des hommes considérés ensemble baisse d'une part mais aussi lorsque l'écart de développement entre les deux sexes se creuse, d'autre part.

Plus les écarts entre hommes et femmes en termes de potentialités élémentaires sont importants, plus l'ISDH d'un pays est faible par rapport à l'IDH.

Le niveau et l'évolution de l'ISDH sont retracés dans le graphique ci-après :

Graphique 6 : Niveau et évolution de l'ISDH.



Par rapport à certains pays subsahariens le Burundi se situe en bas de l'échelle.

Tableau 30 : Comparaison du Burundi avec certains pays africains subsahariens (1996)

Pays	ISDH
Botswana	0,723
Afrique du Sud	0,622
Swaziland	0,566
Kenya	0,455
Zambie	0,405
Zaire (Congo Démocratique)	0,364
Tanzanie	0,359
Ouganda	0,318
Burundi	0,286

2.3. L'indicateur de disparités régionales du DH.

Les disparités régionales sont mises en évidence par le calcul de l'IDH par région (province). L' IDH par province dont on retrouve les calculs détaillés en annexe 9 est indiqué dans le tableau suivant:

Tableau 31: L' IDH et ses composantes par province en 1993

Province	Espérance de vie(en années)	Niveau d'éducation	Revenu en \$ PPA ⁵	IDH
Bujumbura-Mairie	54,65	0,61	3738	0,573
Bururi	57,84	0,41	546	0,346
Muramvya	57,59	0,37	278	0,314
Cankuzo	54,65	0,41	312	0,312
Cibitoke	52,97	0,35	627	0,300
Bujumbura rural	54,88	0,31	513	0,293
Makamba	50,39	0,37	553	0,289
Gitega	52,25	0,35	336	0,283
Bubanza	54,65	0,28	514	0,281
Kayanza	55,61	0,29	270	0,276
Karuzi	54,89	0,27	218	0,261
Ruyigi	51,1	0,32	263	0,259
Ngozi	50,39	0,29	386	0,252
Muyinga	49,48	0,26	450	0,244
Rutana	49,26	0,28	271	0,237
Kirundo	46,57	0,25	479	0,226

Source: . Estimations faites en ce qui concerne l'espérance de vie

. Calculs faits à partir des données de l'annuaire "statistiques scolaires 1993"

. Enquête sur les dépenses de consommation des ménages de Bujumbura, ISTEEBU, Septembre 1992 (Pour Bujumbura Mairie)

. Enquête sur le budget et la consommation des ménages ruraux du Burundi, ISTEEBU , Juin 1993 (Pour les autres provinces du pays)

En 1993, l'IDH des différentes provinces du pays varie entre 0,226 et 0,573. Le graphique ci-dessus montre bien les disparités entre la ville et le monde rural. Tandis que les autres provinces sont pratiquement au même niveau, la ville de Bujumbura se démarque nettement

⁵ Les revenus issus des enquêtes des dépenses de consommation des ménages dépassent en général de loin le PIB/habitant. Cette divergence peut s'expliquer de plusieurs façons : ou bien les comptes nationaux ne sont pas fiables ou les ménages déclarent des budgets de consommation plus élevés que la réalité. Notez que les données de Bujumbura- Mairie comprend des ménages d'expatriés, ce qui remonte sensiblement la moyenne

avec un IDH presque double des autres provinces. Toutes les activités de production et de service qui génèrent des revenus sont concentrées à Bujumbura tandis que le monde rural constitué par les autres provinces s'occupe de l'agriculture de subsistance. Entre les différentes provinces, il existe des légères disparités.

Les cinq provinces les mieux classées en ce qui concerne l'IDH sont dans l'ordre suivant:

Bujumbura-Mairie(0,573), Bururi(0,346), Muramvya(0,314), Cankuzo(0,312), Cibitoke(0,300). Les cinq provinces ayant l'IDH le plus faible sont: Kayanza(0,276), Karuzi(0,261), Muyinga(0,244), Rutana(0,237), Kirundo(0,226).

Les écarts observés entre les provinces s'expliquent selon les cas par l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le revenu par habitant. Généralement, les provinces qui n'ont pas suffisamment retenu l'attention des pouvoirs publics dans l'allocation des fonds ont un IDH faible car l'espérance de vie y est basse, de même que le niveau d'éducation et le revenu.

En 1996, l'IDH a chuté dans toutes les provinces. Son niveau varie de 0,206 à 0,528. Les provinces qui ont l'IDH le plus élevé sont: Bujumbura-Mairie(0,528), Bururi (0,318), Muramvya (0,296), Cankuzo (0,290), Bujumbura rural (0,279), Cibitoke (0,269). Les cinq dernières provinces en matière d'IDH sont: Bubanza (0,245), Karuzi (0,234), Muyinga (0,219), Rutana(0,216), Kirundo(0,206). La chute observée dans toutes les provinces est due à la crise. Les provinces ayant été durement touchées ont un IDH faible.

En 1993, en ce qui concerne l'espérance de vie, seules les trois provinces dépassent les 0,50 ; Ce sont Bururi, Muramvya et Kayanza. Les provinces qui accusent une espérance de vie faible sont : Makamba, Ngozi, Muyinga, Rutana, Ruyigi et Kirundo. Les autres provinces se situent entre 0,45 et 0,50.

Pour ce qui est du niveau d'éducation, il convient de noter la nette supériorité de Bujumbura-Mairie, ce qui ne surprend pas étant donné que c'est la capitale du pays et que les efforts tant publics que privés en matière de scolarisation sont d'abord concentrés à ce niveau. Les provinces qui passent la barre de 0,40 sont Bururi et Cankuzo. Celles qui se situent entre 0,30 et 0,40 sont : Muramvya, Makamba, Gitega, Cibitoke, Ruyigi et Bujumbura rural. Toutes les autres provinces se situent en dessous de 0,30. Il faut préciser que le poids élevé du taux d'alphabétisation dans le calcul de l'indicateur du niveau d'éducation améliore le résultat de certaines provinces.

L'indicateur du niveau de revenu est évidemment très élevé pour Bujumbura -Mairie. Mais cet indicateur cache d'énormes disparités entre les quartiers de Bujumbura. Les chapitres sur la pauvreté mettent en évidence ces disparités. La crise socio-politique est venue aggraver la situation particulièrement en matière de scolarisation des enfants au primaire dans des provinces telles que Bubanza, Cibitoke et Karuzi.

Le faible taux de scolarisation au primaire est causé par la destruction et la fermeture des écoles dans les provinces durement touchées par la guerre.

Il existe des disparités régionales en matière de développement humain ; parmi les facteurs qui pèsent beaucoup dans le bas niveau de l'IDH, il y a le revenu et le niveau d'éducation.

Un effort de redressement de la situation est à faire dans toutes les provinces et particulièrement celle à bas niveau d'IDH. Cela passe par une allocation de ressources publiques plus importantes vers ces régions à faible IDH.

Le présent chapitre a permis de constater, à l'aide des outils développés dans le cadre du DHD, que le niveau d'IDH du Burundi n'est pas seulement faible, mais aussi qu'il s'accompagne de disparités qui se reflètent au niveau des inégalités entre sexe et entre provinces.

Dans le tableau suivant, nous allons voir les effets de la crise sur le niveau de l'IDH dans les différentes provinces.

Tableau 32: L' IDH et ses composantes par province en 1996

Province	Espérance de vie(en années)	Niveau d'éducation	Revenu en \$ PPA	IDH
Bujumbura-Mairie	53,2	0,59	3364	0,528
Bururi	56,32	0,37	491	0,318
Muramvya	56,07	0,35	251	0,296
Cankuzo	53,2	0,37	281	0,290
Bujumbura rural	53,43	0,31	462	0,279
Cibitoke	51,57	0,30	564	0,269
Gitega	50,87	0,34	302	0,268
Makamba	49,06	0,35	498	0,268
Kayanza	54,14	0,26	243	0,255
Bubanza	53,2	0,22	463	0,245
Ngozi	49,06	0,26	347	0,235
Karuzi	53,43	0,22	196	0,234
Ruyigi	49,75	0,27	237	0,234
Muyinga	47,17	0,24	405	0,219
Rutana	47,96	0,24	244	0,216
Kirundo	45,34	0,23	431	0,206

Source: Données de l'annexe 9

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.

Les performances de l'économie burundaise se sont détériorées ces dernières années. A cause des difficultés politiques intervenues en 1993, le rythme de croissance des investissements publics et privés a chuté considérablement. Cette évolution s'est observée au niveau de l'épargne intérieure qui est négative. L'épargne nationale brute, traditionnellement positive, a vu son volume diminuer du fait de l'effondrement de l'épargne intérieure.

Le PIB accuse une chute continue depuis 1993, son taux de croissance est négatif. Le PIB par habitant qui s'était légèrement amélioré de 1990 à 1992, a chuté très sensiblement jusque maintenant.

Les finances de l'Etat sont caractérisées par une importante place que les dons prennent dans les ressources extérieures de l'Etat.

La dépendance extérieure au niveau budgétaire tendrait à s'amplifier avant la crise. Avec la crise, ce financement extérieur s'est considérablement réduit.

Le blocus économique que vit le Burundi depuis juillet 1996 a empiré la situation économique du pays. La fermeture des frontières par les pays limitrophes a bloqué les entrées et les sorties de marchandises rendant ainsi les services de la douane inopérantes.

La conséquence a été la chute libre des recettes douanières qui occupent plus de 80% des recettes totales.

La situation économique a fortement influé sur les indicateurs du développement humain. L'espérance de vie à la naissance a baissé. Le niveau d'éducation a également chuté car beaucoup d'enfants surtout du primaire et du secondaire ont abandonné l'école parce qu'ils se sont réfugiés ou déplacés ou encore parce que les parents n'ont pas pu payer leurs études, faute de revenu.

En matière de santé, les indicateurs de santé accusent une dégradation très nette particulièrement ceux qui concernent les mères et les enfants.

L'IDH s'est détérioré dès 1994 particulièrement à cause de la chute du PIB dont l'indicateur avoisine 0. Il en est de même de l'ISDH qui est un des plus bas du monde.

Recommandations.

- engager des actions de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois pour permettre à toute la population burundaise d'accéder à un revenu;
- orienter l'aide publique au Développement, lorsqu'il reprendra , vers les domaines du Développement humain : santé, éducation, assainissement;
- améliorer le recouvrement des recettes de l'Etat pour les affecter ensuite dans les dépenses d'investissement dans le Développement humain;
- inciter les privés à épauler l'Etat dans l'investissement dans les secteurs du Développement Humain (éducation, santé, logement, adduction d'eau, assainissement, etc...);
- engager une politique qui réduit les écarts constatés entre les hommes et les femmes en matière d'éducation, de santé et de revenu;
- élever le niveau d'éducation de base en priorité car cela a des effets positifs sur la santé et le revenu.
- orienter les dépenses publiques en priorité vers les régions à faible IDH en mettant l'accent particulièrement sur l'alphabétisation des adultes, l'enseignement de base et l'enseignement des métiers pour que la population améliore son niveau de revenu.

Documents consultés

1. Ministère de l'enseignement primaire et secondaire . Direction générale de l'enseignement de base. Rapport annuel de l'enseignement primaire ;, Bujumbura 1992
2. Ministère de l'enseignement primaire et secondaire. Bureau de planification de l'éducation.: Situation des statistiques scolaires 194-95.
3. Ministère des Finances : Lois budgétaires 1990-1996
4. UNICEF : De la production rapide et régulière des principales statistiques de l'enseignement primaire au Burundi. Contribution du Bureau de l'UNICEF au Burundi. Bujumbura, juin 1997.
5. Bureau de la planification de l'éducation: Annuaire statistique de l'éducation , Bujumbura 1992-93.
6. Ministère de l'éducation nationale : Politique et action du gouvernement en matière d'éducation, Bujumbura, mars 1984.
7. Ministère de l'éducation nationale : Situation actuelle et perspective d'avenir ; Bujumbura , février 1977.
8. Ministère de l'éducation nationale : Etude sectorielle sur l'éducation et la formation, Bujumbura, Décembre 1985.
9. PLNS/MST/OMS Troisième évaluation de la mise en oeuvre de la stratégie de la santé pour tous d'ici l'an 2000 au Burundi, Bujumbura Janvier 1997.
10. PNUD : Rapports mondiaux sur le Développement humain de 1990 à 1996.
11. Ministère de la santé : Projet Santé Population, Phase 2, Bujumbura mai 1996.

ANNEXES

ANNEXE 1 :

Evolution du Produit Intérieur Brut (en million de BIF aux prix constants de 1980)

Années	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
I. Secteur primaire	58862,8	62658,8	63653	53270,1	65768,5	50945,9	69181,4	66311,6	59587,7	57349	55093,5
Agriculture vivrière	47650,8	49747,4	50981,2	40808,8	52581	37567	55691,9	54299,6	44797,2	45917,1	44355,9
Élevage	3226,8	3979,4	4032	4087,4	4445	4547,2	4683,7	4388,6	4397,4	3718,4	3346,6
Pêche	88	71,9	94	98,7	101,2	103,6	102,3	95,9	96,1	91,3	63,9
Sylviculture	3141,5	3210,3	3308,5	3409,7	3532,5	3613,7	3722,2	3487,7	3494,7	3319,9	3153,9
Agriculture d'exportation	4755,7	5649,8	5237,3	4865,5	5108,8	5114,4	4981,3	4039,8	6722,3	4302,3	4173,2
II. Secteur secondaire	13427,7	14422,7	14503	14606,6	15701	17156,9	17680,6	14775,3	13840,7	12060,5	10515,4
Industries	4523,6	5231,4	5246,4	4942,7	5299,2	5577,1	6086,7	5060,3	4838,2	4167,9	2972,9
Industries agricoles	456	541,7	502,2	512,2	486,9	487,4	517,7	431,2	717,5	459,2	445,4
Industries alimentaires	666,5	685	733,8	636,9	702,6	818	949	790,5	702,8	632,5	430,1
Industries text. cuir et vannerie	1188,4	1225,8	1126,4	1342,2	1169,8	1125,1	858	714,7	635,4	571,9	594,8
Autres industries	2212,7	2778,9	2884	2451,4	2939,9	3146,6	3762	3123,9	2782,5	2504,3	1502,6
Artisanat	3570	3664,6	3776,7	3892,3	4383	4514,5	4649,9	3719,9	3533,9	2378,3	2616,1
Construction	4502,9	4246,2	4082,8	4390,5	4708	5713,2	5629,9	4954,3	4558	4785,8	4307,2
Mines et énergies	831,2	1280,5	1397,1	1381,1	1310,8	1352,1	1314,1	1040,8	910,6	728,5	619,2
III. Secteur tertiaire	28853,1	29574,9	31512,9	30343,4	35149,7	35966,3	36543,3	35686	35458,2	35094,8	31059,7
Administration publique	14947,2	15682,6	18439,4	16466,7	20504,6	20266,7	20722,8	21178,7	22343,5	21717,9	22521,5
Transport et communication	2594,9	2529,2	2513,2	2513,6	2868,6	3430,8	3429,8	3145,1	2843,2	2900,1	2465,1
Commerce	9504,6	9594,1	8977	9594,1	9965,3	10376	10459,7	9591,5	8670,8	8844,1	4554,7
Autres services privés	1806,4	1769	1583,3	1769	1811,2	1892,8	1931	1770,7	1600,7	1632,7	1518,4
PIB au coûts des facteurs	101143,6	106656,4	109668,9	98220,1	116619,2	104069,1	123405,3	116772,9	108806,6	104504,3	96668,6
Taxes indirectes(moins les subv.)	8294,7	9603,9	13384,3	15301,9	11434,6	14588,9	13102,4	12499,9	14002,7	14620,6	13641,1
PIB aux prix du marché	109438,3	116260,3	123053,2	113522	128053,8	118658	136507,7	129272,8	122809,3	119124,9	110309,7

Source :MPDR, SPM, Economie burundaise 1992-1993

Document de travail des consultations du Gouvernement du Burundi avec le FMI, Juin 1997

Annexe 2: Dépenses sociales de l'Etat

1) Part des dépenses publiques (Budget de l'Etat par rapport au PIB) (en 1,000 Fbu)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	Moyenne sur 7 ans
Budget de l'Etat (en 1,000 Fbu)	32.883.461,90	35.556.857,40	38.500.114,20	49.002.401,60	35.301.031,37	47.196.382,69	48.570.384,62	287.010.633,78
PIB (en 1,000Fbu)	192.731.500,00	207.638.400,00	213.461.400,00	199.216.100,00	185.185.200,00	178.703.700,00	165.477.900,00	1.342.414.200,00
Taux de dépenses publiques	0,17	0,17	0,18	0,25	0,19	0,26	0,29	0,21

2) Part de dépenses sociales (Dépenses sociales / Budget de l'Etat)

Dépenses sociales (en 1,000 Fbu)	8.210.287,30	9.328.200,60	10.325.121,80	11.835.732,50	13.347.476,01	15.336.697,40	13.429.966,98	81.813.482,59
Budget de l'Etat (en 1,000 Fbu)	32.883.461,90	35.556.857,40	38.500.114,20	49.002.401,60	39.700.574,96	47.196.382,69	48.570.384,62	291.410.177,37
Taux de dépenses sociales (en 1,000 Fbu)	0,25	0,26	0,27	0,24	0,34	0,32	0,28	0,28

3) Taux de priorités sociales ((Services sociaux de base /dépenses sociales)

Services sociaux de base (en 1,000 Fbu)	4.254.520,35	4.584.383,20	5.439.063,25	6.060.111,36	6.851.431,38	7.252.463,15	6.682.639,49	41.124.612,18
Dépenses sociales (en 1,000 Fbu)	8.210.287,30	9.328.200,60	10.325.121,80	11.835.732,50	13.347.476,01	15.336.697,40	13.429.966,98	81.813.482,59
Taux de priorité sociales	0,52	0,49	0,53	0,51	0,51	0,47	0,50	0,50

4) Taux des dépenses de développement humain

	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,03
--	------	------	------	------	------	------	------	------

Annexe 3: Calcul de l'IDH : BURUNDI

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Espérance de vie	51,6	52,7	53,8	54,9	54,4	53,9	53,4
Taux d'alphabétisation des adultes	0,3729	0,376	0,3798	0,3801	0,3793	0,3773	0,3754
Taux brut de scolarisation							
primaire	0,6820	0,6950	0,6732	0,6727	0,4472	0,4285	0,4530
secondaire	0,0514	0,0539	0,0553	0,0594	0,0530	0,0573	0,0620
supérieur	0,0090	0,0097	0,0099	0,0107	0,0101	0,0120	0,0105
Population de 7-12 ans	877.985	903.918	930.617	958.105	977.626	997.147	1.016.667
Population de 13-19 ans	715.911	750.865	787.526	825.976	847.473	869.531	892.162
Population de 20-23 ans	355.513	368.632	382.235	396.339	404.454	412.735	421.185
Tx scol, Tous niveaux confondus	0,33	0,33	0,32	0,32	0,22	0,21	0,22
PIB constant (base = 1990)	196.656.100.000	203.638.400.000	208.330.100.000	194.792.100.000	188.782.200.00	175.524.600.00	160.415.800.00
Habitants	5.292.793	5.451.577	5.610.360	5.875.413	5.981.682	6.087.951	6.194.220
PIB/habitant	37.155	37.354	37.133	33.154	31.560	28.831	25.898
Facteur de conversion en PPA	0,028	0,028	0,032	0,03	0,027	0,027	0,027
PIB/hab en \$ US	1.040	1.046	1.188	995	852	778	699
Indicateur de l'espérance de vie	0,443	0,462	0,480	0,498	0,490	0,482	0,473
Indicateur d'alph, des adultes	0,37	0,38	0,38	0,38	0,38	0,38	0,38
Indicateur de scol, tous niveaux confondus	0,33	0,33	0,32	0,32	0,22	0,21	0,22
Indicateur de niveau d'éducation	0,358	0,361	0,360	0,360	0,326	0,322	0,325
Indicateurs du PIB	0,158	0,159	0,183	0,151	0,127	0,114	0,101
IDH	0,320	0,327	0,341	0,336	0,314	0,306	0,300

Annexe 4: Calcul de l'ISDH	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Population totale	5.292.793	5.451.577	5.610.360	5.769.144	5.875.413	5.981.682	6.087.951
Femmes	2.718.667	2.800.228	2.881.792	2.963.347	3.018.146	3.072.945	3.127.743
Hommes	2.574.126	2.651.349	2.728.568	2.805.797	2.857.267	2.908.737	2.960.208
Pourcentage de la population totale							
Femmes	0,5137	0,5137	0,5137	0,5137	0,5137	0,5137	0,5138
Hommes	0,4863	0,4863	0,4863	0,4863	0,4863	0,4863	0,4862
Espérance de vie							
Femmes	53,10	54,20	55,30	56,50	56,00	55,50	55,00
Hommes	50,10	51,10	52,10	53,20	52,70	52,30	51,80
<i>Indicateur de l'espérance de vie</i>							
Femmes	0,427	0,445	0,463	0,483	0,475	0,467	0,458
Hommes	0,377	0,393	0,410	0,428	0,420	0,413	0,405
Alphabétisation des adultes							
Femmes	0,2731	0,4422	0,446	0,4465	0,4465	0,4465	0,4465
Hommes	0,4825	0,4861	0,4897	0,4896	0,4887	0,488	0,4776
Nombre d'élèves au primaire	598.805	628.179	626.454	644.565	437.154	427.272	460.532
Scolarisation primaire							
Femmes	267.040	291.203	282.276	289.958	213.206	222.359	236.584
Hommes	331.765	336.976	344.178	354.607	223.948	204.913	223.948
Population (7-12 ans)							
Femmes	442.285	455.349	468.798	481.929	491.770	501.611	511.452
Hommes	435.700	448.569	461.819	476.176	485.856	495.536	505.215
Taux de scolarisation du primaire							
Femmes	0,60	0,64	0,60	0,60	0,43	0,44	0,46
Hommes	0,76	0,75	0,75	0,74	0,46	0,41	0,44
Nombre d'élèves du secondaire	31.794	35.372	38.534	43.506	39.302	44.528	49.320
Scolarisation secondaire							
Femmes	10.492	11.672	10.805	15.153	12.890	17.365	19.185
Hommes	21.302	23.700	27.729	28.353	26.412	27.163	30.135
Population de 13-19 ans							
Femmes	361.671	380.261	399.807	420.359	431.386	442.702	454.316
Hommes	354.240	370.604	387.719	405.617	416.088	426.828	437.846

Taux de scolarisation du secondaire							
Femmes	0,03	0,03	0,03	0,04	0,03	0,04	0,04
Hommes	0,06	0,06	0,07	0,07	0,06	0,06	0,07
Nombre d'étudiants du supérieur							
Scolarisation supérieur	3.184	3.594	3.796	4.260	4.080	4.639	4.404
Femmes	844	952	1.006	1.129	1.081	1.229	1.167
Hommes	2.340	2.642	2.790	3.131	2.999	3.410	3.237
Population de 20 à 23 ans							
Femmes	188.955	196.345	205.158	205.538	209.758	214.059	218.442
Hommes	166.558	172.287	177.077	190.801	194.696	198.676	202.743
Taux de scolarisation du supérieur							
Femmes	0,004465402	0,004850696	0,004903245	0,005492415	0,005154511	0,005742973	0,005342654
Hommes	0,014050601	0,015332498	0,015756196	0,016410291	0,015402474	0,017161937	0,01596573
Scolarisation tous niveaux confondus							
Femmes	0,280	0,294	0,274	0,276	0,201	0,208	0,217
Hommes	0,372	0,366	0,365	0,360	0,231	0,210	0,225
Première étape: Calcul des indicateurs d'espérance de vie également réparti							
Espérance de vie							
Femmes	0,427	0,445	0,463	0,483	0,475	0,467	0,458
Hommes	0,460	0,477	0,493	0,512	0,503	0,497	0,488
Indicateur d'espérance de vie également réparti							
Etapes	2,3438	2,2472	2,1583	2,0690	2,1053	2,1429	2,1818
1)	1,2039	1,1543	1,1086	1,0627	1,0815	1,1008	1,1209
2)							
3)	2,174	2,098	2,027	1,954	1,987	2,013	2,048
4)	1,057	1,020	0,986	0,951	0,966	0,979	0,996
5)	2,261	2,175	2,094	2,013	2,048	2,080	2,117
6)	0,442	0,460	0,477	0,497	0,488	0,481	0,472

Deuxième étape

1,000

Rapport sal non agr,fém/sal,non agr,masc(W)	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
PIB réel par habitant (en PPA)	1.040	1.046	1.188	995	852	778	699
1,000							
Calcul des parts proportionnelles fém et masc	0,525	0,526	0,526	0,527	0,527	0,527	0,527
Rapport sal féminin/sal moyen	0,190	0,190	0,190	0,190	0,190	0,190	0,190
Rapport sal, masc, au sal moyen	1,905	1,902	1,900	1,899	1,899	1,899	1,899
Part des revenus du travail							
Femmes	0,101	0,100	0,100	0,100	0,100	0,100	0,100
Hommes	0,899	0,900	0,900	0,900	0,900	0,900	0,900
Parts proportionnelles des revenus							
Femmes	0,196	0,195	0,195	0,194	0,194	0,194	0,194
Hommes	1,849	1,850	1,851	1,851	1,851	1,851	1,851
Indicateur de revenu également réparti							
Etales							
	5,109	5,128	5,136	5,143	5,143	5,143	5,143
	0,263	0,263	0,263	0,263	0,263	0,263	0,263
	5,372	5,391	5,398	5,406	5,405	5,405	5,405
	0,186	0,186	0,185	0,185	0,185	0,185	0,185
	194	194	220	184	158	144	129
	0,016	0,016	0,020	0,014	0,010	0,007	0,005
Quatrième étape:							
Calcul de l'indicateur sexospécifique du DH	0,265	0,298	0,304	0,309	0,293	0,289	0,286

Annexe 5: Calcul de l'IDH par Province (1993)

	Bubanza	Buja rural	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karuzi	Kayanza	Kirundo	Makamb	Muramvya	Muyinga	Ngozi	Rutana	Ruyigi	Buja Mairie
Esperance de vie	54,65	54,88	57,84	54,65	52,97	52,25	54,88	55,61	46,57	50,39	57,59	49,48	50,39	49,26	51,1	54,65
Alphab adultes	0,3181	0,3628	0,4396	0,4856	0,4249	0,3875	0,3131	0,3341	0,2998	0,4089	0,3965	0,3187	0,329 ⁹	0,3036	0,3496	0,7459
Tx de scol primaire	0,58	0,57	0,99	0,69	0,55	0,77	0,49	0,57	0,45	0,80	0,87	0,43	0,54	0,62	0,66	0,81
secondaire																
Nbre d'élèves du secondaire	973	2.619	6.081	896	645	7.178	950	2.351	1.604	1.410	4.481	1.634	3.404	1.370	2.318	7.335
Pop de 13 ans à 19 ans	33.153	59.716	70.317	23.544	42.192	86.858	42.085	69.338	59.831	36.613	73.848	53.920	72.34	28.593	34.601	39.018
Tx scol secondaire	0,03	0,04	0,09	0,04	0,02	0,08	0,02	0,03	0,03	0,04	0,06	0,03	0,05	0,05	0,07	0,19
supérieur																
Nombre d'étudiants du Supérieur	92	246	572	84	61	675	89	221	151	133	422	154	320	129	218	690
Population de 20 à 23 ans	17.238	27.509	29.252	10.719	21.511	41.525	20.558	33.229	30.462	18.070	30.841	25.531	35.91	14.329	16.429	23.117
Taux brut de scolarisation supérieur	0,0053	0,0090	0,0196	0,0079	0,0028	0,0163	0,0043	0,0067	0,0050	0,0073	0,0137	0,0060	0,008	0,0090	0,0133	0,0299
Tx scol,Tous niveaux confondus																
Revenu moyen/ ménage	85.694	85.581	91.007	52.046	104.424	55.957	36.318	45.001	79.801	92.203	46.415	75.025	64.34	45.163	43.856	622.968
Revenu moyen par habitant	17.139	17.116	18.201	10.409	20.885	11.191	7.264	9.000	15.960	18.441	9.283	15.005	12.87 ⁰	9.033	8.771	124.594
Facteur de conversion	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Revenu moyen/hab en \$ US	514	513	546	312	627	336	218	270	479	553	278	450	386	271	263	3.738
Indicateur de l'espérance de vie	0,494	0,498	0,547	0,494	0,466	0,454	0,498	0,510	0,360	0,423	0,543	0,408	0,423	0,404	0,435	0,494
Indicateur d'alph, des adultes	0,318	0,363	0,440	0,486	0,425	0,388	0,313	0,334	0,300	0,409	0,397	0,319	0,330	0,304	0,350	0,746
Indicateur de scol, ts nivx conf,	0,20	0,21	0,37	0,25	0,19	0,29	0,17	0,20	0,16	0,28	0,31	0,16	0,20	0,23	0,25	0,34
Indicateur de niveau d'éducation	0,28	0,31	0,41	0,41	0,35	0,35	0,27	0,29	0,25	0,37	0,37	0,26	0,29	0,28	0,32	0,61
Indicateurs du niveau de revenu	0,070	0,070	0,075	0,036	0,089	0,040	0,020	0,029	0,064	0,076	0,030	0,059	0,048	0,029	0,027	0,612
IDH	0,281	0,293	0,346	0,312	0,300	0,283	0,261	0,276	0,226	0,289	0,314	0,244	0,252	0,237	0,259	0,573

Annexe 6 : Calcul de l'IDH par Province (1996)

	Bubanza	Buja rural	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karuzi	Kayanza	Kirundo	Makam- ba	Muramv- ya	Muyinga	Ngozi	Rutana	Ruyigi	Buja Mairie
Espérance de vie	53,2	53,43	56,32	53,2	51,57	50,87	53,43	54,14	45,34	49,06	56,07	47,17	49,06	47,96	49,75	53,2
Alphab adultes	0,3149	0,3591	0,4351	0,4807	0,4206	0,3835	0,3099	0,3307	0,2968	0,4048	0,3924	0,3155	0,3266	0,3005	0,346	0,7383
Tx de scol primaire	0,0724	0,5578	0,6568	0,4135	0,1510	0,6683	0,1310	0,3473	0,2176	0,6504	0,7006	0,2263	0,355	0,3161	0,257	0,6909
Nbre d'élèves du secondaire	973	2.619	6.081	896	645	7.178	950	2.351	1.604	1.410	4.481	1.634	3.404	1.370	2.318	0
Pop de 13 ans à 19 ans	35.809	64.502	75.952	25.431	45.573	93.818	45.457	74.894	64.625	39.547	79.765	58.241	78.146	30.884	37.37	7.335
Tx scol secondaire	0,03	0,04	0,08	0,04	0,01	0,08	0,02	0,03	0,02	0,04	0,06	0,03	0,04	0,04	0,06	42.145
supérieur																0,17
Nombre d'étudiants du Supérieur	122	327	760	112	81	897	119	294	200	176	560	204	425	171	290	690
Population de 20 à 23 ans	18.318	29.233	31.086	11.391	22.859	44.129	21.846	35.312	32.371	19.203	32.881	27.131	38.171	15.227	17.45	24.566
Taux brut de scolarisation supérieur	0,0066	0,0112	0,0244	0,0098	0,0035	0,0203	0,0054	0,0083	0,0062	0,0092	0,0170	0,0075	0,0111	0,0112	0,016	0,0281
Tx scol, Tous niveaux confondus																
Revenu moyen/ménage (1993)	85.694	85.581	91.007	52.046	104.424	55.957	36.318	45.001	79.801	92.203	46.415	75.025	64.348	45.163	43.85	622.968
Revenu par habitant	17.139	17.116	18.201	10.409	20.885	11.191	7.264	9.000	15.960	18.441	9.283	15.005	12.870	9.033	8.771	124.594
Facteur de conversion	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027	0,027
Revenu moyen/hab en \$ US	463	462	491	281	564	302	196	243	431	498	251	405	347	244	237	3.364
Chute de revenu = % pop déplacée	0,22	0,05	0,10	0,02	0,15	0,03	0,37	0,18	0,04	0,14	0,09	0,05	0,03	0,02	0,01	0,05
Revenu de 1996 en \$* US(PPA)	361	439	442	275	479	293	124	199	414	428	228	385	337	239	234	3.196
Indicateur de l'espérance de vie	0,470	0,474	0,522	0,470	0,443	0,431	0,474	0,486	0,339	0,401	0,518	0,370	0,401	0,383	0,413	0,470
Indicateur d'alph, des adultes	0,315	0,359	0,435	0,481	0,421	0,384	0,310	0,331	0,297	0,405	0,392	0,316	0,327	0,301	0,346	0,738
Indicateur de scol, ts nivx conf,	0,04	0,20	0,25	0,15	0,06	0,26	0,05	0,13	0,08	0,23	0,26	0,09	0,14	0,12	0,11	0,30
Indicateur de niveau d'éducation	0,22	0,31	0,37	0,37	0,30	0,34	0,22	0,26	0,23	0,35	0,35	0,24	0,26	0,24	0,27	0,59
Indicateurs du niveau de revenu	0,044	0,057	0,058	0,030	0,064	0,033	0,004	0,017	0,053	0,055	0,022	0,048	0,040	0,023	0,023	0,521
IDH	0,245	0,279	0,318	0,290	0,269	0,268	0,234	0,255	0,206	0,268	0,296	0,219	0,235	0,216	0,234	0,528